 ****

**EVALUATION FINALE**

Projet Conjoint UNICEF-UNESCO-OIM

« Les jeunes acteurs pour la paix et la réconciliation nationale dans les régions de Ségou et Mopti »

**FÉVRIER 2020**

Évaluateurs Principaux

Equipe de Recherche

Contact

**Moussa LEWA**

***Coordinateur DM&E***

**Search for Common Ground**

Adresse : Bamako-Mali

Numéro de Téléphone : 79 36 98 97

**Email : mlewa@sfcg.org**

**Amadou BOCOUM**

***Directeur/Directrice du Pays***

**Search for Common Ground**

Adresse : Bamako-Mali

Numéro de Téléphone : 74 54 32 96

**Email : aboucoum@sfcg.org**

**Table des matières**

[**Remerciements 3**](#_heading=h.1ksv4uv)

[**Abréviations 4**](#_heading=h.44sinio)

[**Résumé exécutif 5**](#_heading=h.2jxsxqh)

[**1. Contexte du projet 9**](#_heading=h.z337ya)

[**2. Introduction 11**](#_heading=h.3j2qqm3)

[**3. Méthodologie 11**](#_heading=h.1y810tw)

[**4. Résultats 17**](#_heading=h.4i7ojhp)

[**4.1. Pertinence 17**](#_heading=h.3whwml4)

[**4.2 Efficacité 21**](#_heading=h.qsh70q)

[**4.3 Efficience 27**](#_heading=h.1pxezwc)

[**4.4. Impacts/Effets 30**](#_heading=h.49x2ik5)

[**4.5. Viabilité / Durabilité 33**](#_heading=h.147n2zr)

[**4.6. Genre et Inclusion des jeunes 35**](#_heading=h.ihv636)

[**5. Indicateurs du Projet 37**](#_heading=h.32hioqz)

[**6.**](#_heading=h.1hmsyys) **Conclusions** [**47**](#_heading=h.1hmsyys)

[**7. Recommandations 46**](#_heading=h.41mghml)

[**Appendices 49**](#_heading=h.2grqrue)

[**⮚**](#_heading=h.vx1227) **Documents du projet** [**51**](#_heading=h.vx1227)

[**⮚**](#_heading=h.3fwokq0) **Recherches sur le net** [**51**](#_heading=h.3fwokq0)

**Remerciements**

Nos remerciements s’adressent principalement aux partenaires financiers. Nous saluons le professionnalisme de l’ensemble du Consortium dont les cadres des projets et programmes n’ont ménagé aucun effort pour contribuer à la réalisation de cette étude. Leurs curiosités scientifiques et les centres d’intérêt visés par chacun ont permis d’enrichir cette évaluation dont le présent rapport est une référence pour leur travail déjà effectué.

Nos remerciements vont également à l’endroit des équipes de collecte qui ont fait preuve de beaucoup d’engagement et de sérieux pour la réussite de ce travail assez fastidieux et complexe quant à l’assurance d’atteindre toutes les cibles du centre du Mali. Que l’ensemble des acteurs institutionnels, techniques, les ONG partenaires et associations communautaires y compris les bénéficiaires et communautés, trouvent ici l’expression de notre profonde gratitude. Sans eux, on n’aurait pas obtenu toutes les informations qui ont permis à l’élaboration du présent rapport.

Enfin, nous remercions les équipes de traitement des données et les superviseurs qui ont été attentifs pour la validation des informations collectées sur le terrain.

**Abréviations**

**PBF**: PeaceBuilding Fund

**UNICEF** : Fonds des Nations Unies pour l’Enfance

**UNESCO** : Organisation des Nations Unies pour l’Education, la Science et la Culture

**OIM** : Organisation Internationale de Migration

**SFCG** : Search For Common Ground

**ONU** : Organisation des Nations Unies

**OSC** : Organisation de la Société Civile

**PBSO** : OSC : Support Office

**ERAR** : Equipes Régionales d’Appui à la Réconciliation

**MARN** : Mission d’Appui à la Réconciliation Nationale

**UNHCR** : Haut-Commissariat des Nations Unies Pour les Réfugiés

**ACSS** : African Center For Strategic Studios

**SPSS** : Statistical Package for the Social Sciences

**CAFO** : Coordination des Association et ONG Féminines

**AGR** : Activités Génératrices de revenus

**PTF** : Partenaires Techniques et Financiers

**PF** : Partenaires Financiers

**CEDEAO** : Commission Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest

**CCR** : Caisse Centrale de Réassurance

**JAPRN** : Jeunes Acteurs pour la Paix et la Réconciliation Nationale

**Résumé exécutif**

L’évaluation finale du projet Jeunes acteurs pour la paix et la réconciliation nationale s’est déroulée dans les 4 communes des régions de Ségou (Ségou, Macina) et Mopti (Mopti, Djenné) de Janvier 2018 à Décembre 2019 Cette évaluation rentre dans le cadre de la collecte de données quantitatives et qualitatives sur la connaissance par les jeunes de l’Accord de Paix, la Stratégie Jeunesse du G5 Sahel et la promotion de la culture de la paix et de la tolérance au sein des communautés.

L’évaluation a pris en compte les appréciations sur les acteurs existants dans les communes et l’analyse genre sur leur accès pour mesurer les besoins et les stratégies adaptées à leur utilisation. Les opportunités et les bonnes pratiques pour pouvoir atteindre les objectifs du projet dans le cadre de la vulgarisation de l’accord de paix et de la cohésion sociale ont été discutées pour apprécier le potentiel existant en la matière. La collecte d’informations a touché aussi les leaders traditionnels et religieux, les structures étatiques et les groupements des jeunes et des femmes ?.

La collecte de données s’est déroulée à Mopti du 22 au 24 janvier et à Ségou du 25 au 27 janvier 2021. Les principes de la remontée journalière des données ont été respectés par toutes les équipes sur le terrain malgré les légers problèmes de connexion constatés par endroit. De même, les consignes sécuritaires et sanitaires évoquées lors de la formation ont fait l’objet d’une grande attention, 816 personnes ont été touchées par les opérations de collecte. Les bénéficiaires directs au nombre 344 personnes dont 200 femmes ont été touchées par un outil questionnaire sondage bénéficiaire, 428 personnes dont 174 femmes ont été touchées par l’outil questionnaire sondage communauté. Et les focus groups ont été administrés auprès des acteurs impliqués dans la mise en œuvre de ce projet.

Limite de l’évaluation

Les principaux problèmes dont ont été confrontés les équipes d’évaluation du projet ont été:

L’indisponibilité des certaines personnes censées répondre aux questions au niveau des structures étatiques et des équipes régionales d’appui à la réconciliation nationale. Certains membres des ERAR et de l’administration n’ont pas voulu se prêter à l’exercice parce qu’ils estiment n’avoir pas été impliqués dans la mise en oeuvre et d’autres disent être récemment affectés à leurs postes et ne sont pas au courant du projet.

Certains bénéficiaires ont été remplacés au cours de la mise en œuvre du projet sans que les listes initiales aient été mises à jour. D’où la difficulté pour les équipes de retrouver des bénéficiaires se trouvant sur les listes partagées par les partenaires et l’absence de certains bénéficiaires au moment du passage des équipes de collecte dans les localités pour cause de déplacement dû à la dégradation de la situation sécuritaire dans certaines zones de Mopti et souvent pour des raisons purement économiques..

Outre cela, l’évaluation finale a pris un retard d’une année après la fin du projet. Cela a beaucoup joué sur la disponibilité des uns et des autres dans toutes les localités d’intervention du projet.

**Pertinence**

Selon les responsables des administrations locales étatiques et les leaders traditionnels et religieux, 100% des activités du projet se sont révélés être très pertinentes car en adéquation avec l’une des préoccupations majeures des populations des régions qu’ils représentent. « En effet, les résultats escomptés à travers ledit projet sont en phase avec un des axes du Plan de Développement de notre Région relatif à la cohésion sociale qui est également en parfaite corrélation avec le contexte d’insécurité et d’instabilité sociale lié à la présence des groupes armés par rapport auquel l’impérieuse nécessité d’une quiétude sociale, de restauration et de consolidation de la paix se faisait plus que sentir » a affirmé le Président du Conseil Régional de Mopti. Les activités et objectifs du projet ont été, donc, suffisamment pertinents car les activités prévues et réalisées ont pris en compte les préoccupations des populations et donc ont été conformes aux réalités. On peut citer certaines activités qui ont participé à cet apaisement : l’organisation des rencontres inter et intra communautés qui ont favorisé le rapprochement entre les communautés ;

* Les séances de sensibilisation sur l’importance de la cohésion sociale et la paix à travers l’accord de paix ;
* L’amélioration des dialogue inter et intracommunautaires ;
* Le renforcement des capacités des ERAR afin qu’elles puissent mener leur mission de consolidation de la paix ;
* L'autonomisation des femmes et des jeunes à travers des appuis en AGR pour leur permettre d’être plus actifs dans les mécanismes de prévention et de règlement des conflits.

**Efficacité**

Malgré le contexte sécuritaire très tendu dans le centre du pays, le projet a pu renforcer l’engagement des jeunes et des femmes en tant qu’acteurs de la paix dans le processus de paix et de la réconciliation nationale dans les régions de Ségou et Mopti. Le projet cible 3,400 bénéficiaires directs, y compris 2500 jeunes femmes et jeunes hommes, et 900 femmes. Au moins, une population de 34.000 personnes sera touchée de manière indirecte dans 13 communes de Mopti et 12 communes de Ségou. Les organisations et associations nationales et régionales suivantes sont responsables de la mise en œuvre de certaines activités : l’Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie (AJCAD), le Conseil National de la Jeunesse (CNJ) et ses démembrements régionaux et communaux, les ONG Walé pour la région de Ségou ; Action Mopti, l’Association pour la Promotion des Filles Déscolarisées (APROFID) et Subaigu pour la région de Mopti.

Il ressort que la quasi-totalité des activités prévues ont été réalisées à la satisfaction des partenaires/acteurs à 91,5%, en dehors de quelques cas de retard généralement dû à l’apprentissage des procédures de gestion administrative et financière. De ce fait, on peut dire que le projet a été globalement efficace.

Selon les femmes lors des discussions de groupe, le projet conjoint "Les Jeunes acteurs pour la paix et la réconciliation nationale" a connu des progrès significatifs depuis le début de sa mise en œuvre. Des résultats au niveau des connaissances, de changements de mentalité et de perceptions ont commencé à être visibles dans les communautés. Le projet a permis aux jeunes de se connaître, de travailler ensemble et de se soutenir dans leurs activités de cohésion. Les activités menées ont permis une meilleure connaissance du contenu de l'Accord de Paix. Plusieurs canaux de communication ont été utilisés pour passer des messages de cohésion sociale et renforcer le dialogue interpersonnel dans les communautés.

**Efficience**

33% des répondants (partenaires et Organisations locales) estiment que les activités ont été efficientes. Les acteurs (associations, leaders traditionnels et religieux, les bénéficiaires jeunes et femmes et la communauté) ont eu des connaissances en matière de paix, cohésion sociale, accord de paix, gestion et prévention des conflits, la stratégie jeunesse G5 sahel, à travers les activités à moindre coût réalisées dans les communautés.

**Impacts/effets**

Au niveau communautaire, 98% des personnes interrogées confirment qu’un certain nombre d’aspects illustrent à suffisance le caractère positif des effets induits par les activités menées dans le cadre du partenariat entre les différents acteurs et le projet. Il s’agit de :

* La reconnaissance du renforcement des prérogatives des autorités, aussi bien administratives, politiques que coutumières par les appuis du Projet ;
* La baisse de l’enrôlement des jeunes par les groupes terroristes selon 80% des membres de la communauté ;
* Le renforcement des capacités des communautés sur le contenu du processus de l’accord de paix et cohésion sociale, etc.)
* L’inspiration de l’approche du projet par certains partenaires techniques et financiers (PTF);
* L’acceptation du vivre ensemble par les diverses communautés qui est de plus en plus visible ;
* Le dialogue et la compréhension mutuelle entre les communautés fondées sur l’application des accords sociaux en matière de partage des ressources (comme l’accès à l’eau) et au pâturage ;
* La réduction des cas de VBG.
* Le renforcement de la cohésion sociale et du principe de vivre ensemble à travers les rassemblements effectués autour de la mise en œuvre des microprojets des organisations des jeunes relatifs aux activités communautaires, sportives, culturelles etc.…) ;
* L’apaisement des conflits entre les jeunes ;
* Les jeunes s’associent en groupe pour bâtir ensemble un avenir meilleur ;
* Les sensibilisations sur les conflits, le vivre ensemble ont créé une prise de conscience chez les jeunes en particulier et les différentes franges de la population. En effet, il a été constaté dans plusieurs localités une baisse de ces phénomènes dans toutes les localités ayant bénéficiées des séances de sensibilisation;
* Le renforcement des capacités des associations des jeunes en matière de gestion des AGR ;
* La connaissance par plus de 70% des personnes de la stratégie de jeunesse G5 sahel et son processus.

**Durabilité**

Conscients du fait que le projet a constitué un instrument efficace de renforcement de leurs capacités multiformes et en dépit de quelques difficultés rencontrées dans le cadre du partenariat avec ledit projet qui sont inhérentes à toute œuvre humaine de collaboration naissante,100% des bénéficiaires disent que les organisations des jeunes se sont engagées à prendre les dispositions nécessaires à la pérennisation des acquis positifs induits par ledit partenariat.

Parmi les jeunes et femmes bénéficiaires du projet interrogés ,90% ont confirmé qu’avec la multiplication des différents acteurs les acquis du projet seront pérennisés et consolidés grâce aux connaissances acquises lors des formations et des sensibilisations sur les thèmes consolidation de paix et la cohésion sociale. Les jeunes et les femmes ont pris le relais après le projet avec les ERAR pour toutes les activités dans le cadre de la consolidation de la paix et de la cohésion sociale.

**Inclusion et genre**

Pour cette question, les réponses ont été unanimes chez tous les acteurs de mise en œuvre du projet. Le concept genre est effectif à 100% à tous les niveaux du projet sans exception. Et la formation sur le genre a été effectuée avec succès dans toutes les localités.

**Conclusions**

Le projet, à travers ses actions, est pertinent. Le fait d’impliquer les jeunes, les autorités et leaders traditionnels et religieux dans les activités de sensibilisation sur l’accord de paix, la stratégie jeunesse G5 Sahel, de prévention, de gestion des conflits et de consolidation de la paix pour la cohésion est tout aussi pertinent. 90% des résultats attendus ont été atteints grâce aux mécanismes traditionnels pour promouvoir la cohésion ainsi que des partenaires locaux qui sont un fort ancrage au sein de localités d’intervention. Le projet a relevé des défis liés à l’insécurité et aux ressources financières limitées entre autres. Les conflits persistent dans certaines localités « Il ne peut pas avoir une communauté sans conflit mais c’est la violence qui est volontaire », il a été constaté par cette évaluation que les jeunes ont développé des capacités pour contribuer à la cohésion sociale. Des leçons tirées de la mise en œuvre et des recommandations ont été formulées à l’endroit des acteurs de mise en œuvre dans le présent rapport.

**Recommandations**

**À l’endroit des partenaires de mise en œuvre**

* **I**mpliquer davantage les autorités traditionnelles, les femmes et les jeunes dans les activités menées par les ERAR ;
* Former et équiper les transformatrices pour améliorer la qualité de leurs produits ;
* Élargir les appuis en AGR à d’autres jeunes et femmes des localités concernées ;
* Renforcer les capacités des jeunes et femmes dans les métiers professionnels et techniques ;
* Respecter les montants annoncés au début du projet ;
* Éviter de cibler les mêmes bénéficiaires pour ne pas frustrés d'autres groupements de jeunes et femmes ;
* Impliquer davantage les autorités administratives et locales dans la phase de planification et de mise en œuvre des projets ;
* Impliquer les autorités religieuses dans l'élaboration des projets sur la paix et la réconciliation ;
* Former les jeunes dans la gestion d’entreprise ;
* Associer pleinement les services techniques dans la mise en œuvre.
* S'approprier davantage les acquis du projet en faveur de la paix et la réconciliation pour un développement durable ;

**À l’endroit des communautés**

* Poursuivre les actions de consolidation de la paix (informations, sensibilisation, activités de rapprochement afin de pérenniser les acquis du projet ;
* Entretenir les infrastructures mises en place par le projet en faveur des jeunes ;
* Mettre à la disposition des jeunes et des femmes plus de centres de récréation et d’apprentissage ;
* Encourager les jeunes et les femmes à participer dans les mécanismes de consolidation de la paix ;
* S'approprier davantage les acquis du projet en faveur de la paix et la réconciliation pour un développement durable ;
* Éviter les amalgames et les préjugés qui constituent des facteurs de désunion ;
* Faciliter la participation des jeunes et des femmes dans les mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits ;

**À l’endroit des Bailleurs**

* Financer des projets de consolidation de la paix sur une durée d’au moins 3 ans pour plus d’impact ;
* Faire en sorte que les phases subséquentes soient le prolongement des projets précédents, tenant compte des conclusions et des recommandations.
* Doter les projets PBF d’un cadre de coordination, de concertation et d’échanges de bonnes pratiques entre les projets ;
* Faire un mapping de tout ce qui se fait comme dialogue communautaire dans le cadre des projets du Fonds de Consolidation de la Paix. Le PBF pourrait ainsi accroître sa capacité d’analyse et jouer un rôle de conseil ;
* Financer et appuyer les initiatives locales des jeunes et des femmes ;
* Débloquer les financements à temps pour ne pas retarder la mise en œuvre des projets ;

**À l’endroit de l’Etat**

* Organiser une rencontre avec les partenaires financiers et les principaux acteurs de la société malienne pour repenser le calendrier de mise en œuvre de la feuille de route de l’Accord de Paix, en tenant compte du climat politique et social actuel ;
* S’assurer que les populations maliennes s’approprient les enjeux liés aux réformes en cours avant de se prononcer lors d’un référendum ;
* Mettre en place urgemment un processus de dialogue national inclusif pour un « nouveau pacte social », de la base au sommet, revisitant le passé à la lumière du présent pour définir l’avenir et une nouvelle identité malienne dans sa pluralité ;
* Refonder la Nation sur de nouvelles bases de respect et de tolérance avec un projet commun et engager l’État, l’ensemble de la classe politique, l’Union africaine, la CEDEAO et les partenaires financiers à mettre en œuvre la feuille de route qui en découlera ;
* Faciliter la participation des jeunes et des femmes dans les mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits ;
* Intégrer et accompagner les écoles coraniques dans le système éducatif malien ;
* S'approprier davantage les acquis du projet en faveur de la paix et la réconciliation pour un développement durable ;

**1. Contexte du projet**

Le projet « Les Jeunes Acteurs Pour La Paix Et La Réconciliation Nationale » est conjointement mis en œuvre par les organisations des Nations Unies l’UNICEF, l’OIM et l’UNESCO et est financé par United Nations Peacebuilding Support Office (PBSO) au travers son Peacebuilding Fund (PBF). Le projet a duré 2 ans (Du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2019) dans les communes de Macina, Ségou, Djenné et Mopti dans les régions de Mopti et Ségou.

En effet, depuis la crise de 2013 le Mali est confronté à des problèmes sociaux et sécuritaires croissants. Cette crise, qui a débuté dans les régions du nord avec les séparatistes, s'est intensifiée depuis 2018 avec la faible présence de l'État dans les régions du nord et du centre. Les différends non résolus dus au mauvais fonctionnement des structures étatiques telles que la justice et l'administration ont transformé les conflits sur les ressources naturelles en conflits violents entre groupes ethniques ou communautés (Peulh, Dogons, Bambara), entraînant des pillages, des assassinats ciblés, des disparitions de personnes, la destruction de biens, en particulier dans les régions du nord et du centre (Gao, Mopti, Ségou).

Malgré la signature de l’accord de Paix en 2015 et la mise en place de la Mission d’Appui à la réconciliation Nationale (MARN) et les Equipes Régionales d’Appui à la Réconciliation (ERAR), la situation sécuritaire a continué de se détériorer et a donné libre cours au banditisme armé, à la formation de groupes armés et de milices d'autodéfense, engendrant un fort mouvement de population. En l'espace d'un mois, le Haut-Commissariat des Nations Unies Pour les Réfugiés (UNHCR) a enregistré une augmentation de 2922 personnes (entre le 1er et le 31 août 2019), portant le nombre de personnes déplacées à 171 437[[1]](#footnote-1).

L’insécurité résultant de cette instabilité et du non-respect de l’Accord de paix signé par le Mali a eu des conséquences néfastes non seulement sur le fonctionnement des institutions étatiques mais également sur l’économie locale et la cohésion sociale dans le Centre. Elle a également créé un environnement favorable aux groupes armés et groupes extrémistes dont les principales cibles sont les jeunes. Selon Africa Center For Strategic Studies (ACSS), les groupes extrémistes exploitent les conflits intercommunautaires pour recruter dans les communautés. Leurs cibles sont principalement des jeunes et ils les atteignent par le biais de messages de propagande véhiculés sur les réseaux sociaux.

Ce projet a pour objectif d’accélérer la mise en œuvre de l’accord pour la paix et la réconciliation nationale, par l’opérationnalisation du nouveau dispositif des ERAR, ainsi que par l’implication des jeunes et les femmes dans la mise en œuvre de la stratégie Jeunesse du G5 Sahel et la lutte contre le trafic frontalier et l’exploitation des jeunes.

Les résultats attendus du projet sont :

* La connaissance par les jeunes de l’Accord de Paix et la Stratégie Jeunesse du G5 Sahel et la promotion de la culture de la paix et de la tolérance au sein des communautés ;
* La compréhension, à travers les analyses de conflits, des enjeux de conflits et l’engagement des jeunes dans le processus de consolidation de la paix ;
* La mise en place de projets innovants et la mobilisation des communautés au bénéfice de la réconciliation et de l’engagement collectif pour la paix et l’autonomisation des femmes leaders et leur contribution à la valorisation des mécanismes de prévention et de consolidation de la paix.
* Les acteurs ciblés pour la conduite des activités du projet sont : les jeunes et femmes, leaders traditionnels et religieux et les associations.

Pour répondre aux résultats du projet, il a fallu réaliser certain nombre des activités de sensibilisation, financement de micro-projets des jeunes et femmes ; formations des jeunes et femmes sur le contenu de l’Accord de paix et la cohésion sociale et la réhabilitation des maisons des jeunes dans les régions de Ségou et Mopti.

**2. Introduction**

Le projet Jeunes acteurs pour la paix et la réconciliation nationale est un projet qui est mis en œuvre par le consortium OIM, UNESCO et UNICEF et exécuté par des ONG nationales telles que Action Mopti et Walé pour une durée de 02 ans. La zone de couverture du projet est composée des régions de Ségou et Mopti à travers des communes cibles.

Le projet a touché les groupes cibles directs (filles et garçons non scolarisés et déscolarisés ; filles et garçons et indirects (cadres techniques des autorités administratives et locales, membres des communautés ciblées, mères, pères, leaders traditionnels et religieux et membres de ERAR).

Le projet a contribué à une amélioration globale de la demande de la paix et de la cohésion sociale, principalement des jeunes mais aussi des femmes, dans les programmes de l’accord de paix et la stratégie jeunesse du G5 sahel et de la réconciliation nationale au niveau des communautés affectées par les conflits. L’enjeu principal de l’évaluation est de satisfaire aux besoins d’informations pour bien comprendre les défis et contraintes liés à la sécurité et s’assurer que les activités prévues dans le cadre de la mise en œuvre du projet répondent aux véritables besoins.

Le projet a privilégié des méthodologies sensibles au genre tant au niveau de l’évaluation finale que de la mise en œuvre dans les zones du projet. L’utilisation de la radio avec des émissions interactives a été au cœur du projet pour partager les informations utiles sur l’accord de paix et de la réconciliation nationale. Les initiatives en cours seront identifiées pour les adapter aux panels de communication en vue d’impulser le changement de comportement des communautés vis-à-vis des conflits intercommunautaires et intracommunautaires.

**3. Méthodologie**

* 1. **Objectif global**

L'objectif général de cette évaluation externe est d'évaluer la pertinence de la conception, l'efficacité et la performance du projet, l'efficience de la gestion et de la mise en œuvre du projet, la durabilité, ainsi que l’intégration des questions transversales (genre et inclusion des jeunes) dans les communes de Macina, Ségou, Djenné et Mopti des régions de Ségou et Mopti. Cette évaluation s’est déroulée entre février et mars 2021 pour une durée de 20 Jours y compris collecte et rapportage.

* 1. **Résultats attendus de l’évaluation**

L’évaluation analysera les points suivants:

* Une analyse des effets catalytiques financiers et non financiers ;
* Le projet a-t-il conduit à des engagements de financement spécifique autre que le PBF ? Si oui, de qui et de quel montant ? Sinon, des tentatives spécifiques ont-elles été faites pour attirer des contributions financières supplémentaires au projet et au-delà ?
* Le projet a-t-il créé des conditions favorables pour d’autres activités de consolidation de la paix par le gouvernement/les autres donateurs ?
* Une analyse de l’impact du projet au chapitre de la consolidation de la paix par rapport à la nature innovante du projet et les facteurs de risques qui ont menacé l’atteinte des résultats du projet ;
* Une analyse expliquant la pertinence du projet dans les efforts pour la consolidation de la paix dans la sous-région ;
* Une analyse de l’efficacité du projet par rapport à la consolidation de la paix ;
* Est-ce que les résultats du projet ont été délivrés dans les temps conformément à la planification initiale ;
* Une analyse des changements par rapport aux facteurs de conflits ou dynamiques de conflits dans les zones d’intervention du projet ;
* Une analyse de la gestion du risque par l’équipe de gestion du projet ;
* Une analyse de l’intégration du genre dans les activités du projet ;

La méthode utilisée pour cette évaluation a été à la fois quantitative et qualitative eta pour but d’apprécier, juger et comparer les changements apportés par rapport à l’état initial des zones d’intervention.

**2.3 Cadrage et exploration des documents**

* **Briefing avec le staff du projet**

Tout au début de la prestation, des séances de discussion directes avec les principaux responsables du projet concernés par cette étude ont été tenues. Elles ont eu pour but de rassembler préalablement toutes les informations nécessaires à l’affinement et la finalisation des démarches de l’investigation sur terrain, l’identification des différents acteurs à rencontrer et le chronogramme de travail.

* **Revue documentaire**

Il s’agit de maîtriser la logique d’intervention du projet et prendre connaissance des différents paquets d’activités réalisées avec chaque type de bénéficiaire ciblé, les indicateurs de performance et les approches adoptées par l’équipe de mise en œuvre. Le travail de documentation a beaucoup aidé l’équipe d’évaluation à comprendre au mieux le projet et faciliter la revue de la méthodologie et la conception des guides questionnaires de l’évaluation.

Les documents clés du projet ont été mis à la disposition de l’équipe d’évaluation à cet effet. Il s’agit des rapports narratifs et financiers, du document de projet, du cadre des résultats, des rapports d’étapes et des rapports d’activités.

**2..4 Activités de collectes des données réalisées**

Les enquêteurs ont été identifiés dans un vivier d’agents de collecte de données ayant prouvé des compétences en utilisation du logiciel Kobo Collect et en collecte de données dans le domaine de la réconciliation et consolidation de la paix. La formation des enquêteurs de l'évaluation s’est tenue du 29 au 30 Janvier 2021 dans la salle de conférence de l’hôtel à Ségou. 8 participants dont 1 femme ont pris part à la formation, Macina (4 enquêteurs), Ségou (4 enquêteurs) et le consultant.

Pour la région de Mopti, la formation des enquêteurs de l’Evaluation s’est tenue du 28 au 29 Janvier 2021 .8 participants dont 1 femme ont pris part à la formation, Mopti (4 enquêteurs), Djenné (4 enquêteurs). La formation des enquêteurs avait pour objectif général d’orienter les énumérateurs sur le processus et les techniques de recueil des informations dans les sites de l’étude pour avoir une compréhension commune de la collecte de données. Spécifiquement, (i) maîtriser le contenu des outils développés et transcrits dans les langues des groupes cibles ; (ii) renforcer les capacités des agents enquêteurs pour une administration efficace des outils ; (iii)outiller les agents enquêteurs dans la saisie des données sur les supports électroniques ; (iv) amener les agents enquêteurs à s’approprier de la méthodologie et du dispositif de remontée journalière des données collectées et (v)appuyer les agents enquêteurs sur les mesures sécuritaires et sanitaires des zones de l’étude.

Globalement, les résultats attendus sont, (i) la maîtrise et l’administration efficace des outils de collecte ; (ii) la performance dans la saisie des données sur les supports électroniques et proactivité dans la remontée journalière des données ;(iv) rédaction du rapport de collecte et (iii) le respect des consignes sécuritaires et sanitaires. La méthodologie a été participative et bâtie autour de la présentation des outils de collecte suivie par des discussions et des questions/réponses. Le français et le « bamanankan » ont été combinés pour les transcriptions et les formules linguistiques ou langagières appropriées aux contenus et aux questions posées par type d’outil. La seconde approche s’est focalisée sur des travaux de groupe en vue de faire une synthèse sur la compréhension commune des outils.

L’équipe de collecte était composée de superviseurs et d’agents répartis par région et coordonnée par le Coordinateur DM&E de SFCG. Les données ont été collectées par 16 enquêteurs dont 02 femmes et 1 superviseur par région. Les équipes ont conçu des plans détaillés de collecte sous la responsabilité des chefs d’équipes chargés d’élaborer des rapports de collecte. La collecte simultanée de données a duré entre 06 et 08 jours pour l’ensemble des zones. Chaque enquêteur a reçu une lettre d’introduction de SFCG invitant les communautés à participer à l’étude pour des besoins statistiques déterminants pour évaluer l'efficacité et la pertinence des actions du projet.

L’enquête en mode électronique a été gérée dans un espace paramétré avec plusieurs options de modifications, de mise à jour, de transfert de données et d’envoi automatique vers le serveur. Même si les enquêteurs sont qualifiés à l’utilisation des smartphones, l’informaticien de l’équipe a programmé toutes les techniques nécessaires pour la qualité des données. Le logiciel utilisé est le « Kobo Collect » très pratique qui donne des résultats appréciables. Les données saisies ont été apurées et transférées dans le logiciel SPSS pour la production des tableaux et des graphiques selon les requêtes formulées pour les besoins de rapportage.

* **Plan d’échantillonnage**

**Questionnaires**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Régions** | **Localités** | **Nombre d’enquêteur par localité** | | **Nombre de personne enquêté par localité** |
| **Hommes** | **Femmes** |
| **Ségou** | **Ségou** | 04 | 00 | 106 |
| **Macina** | 03 | 01 | 106 |
| **Mopti** | **Djenné** | 03 | 01 | 106 |
| **Mopti** | 04 | 00 | 106 |

**Focus group et KII**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Focus group** | **Ségou** | **Macina** | **Djenné** | **Mopti** |
| Leader religieux | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Leader communautaire | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Communauté Homme | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Femme bénéficiaire | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Jeune bénéficiaire | 1 | 1 | 1 | 1 |
| **KII** | | | | |
| Autorité locale | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Autorité Administrative | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Organisation de mise en œuvre | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Membre de ERAR | 1 | 1 | 1 | 1 |
| ONG de mise en œuvre | 1 | 1 | 1 | 1 |

* **Conception des outils de collecte des informations**

Pour cette évaluation, 10 outils ont été élaborés pour recueillir des données par l’équipe MEAL de SFCG.

Ces outils sont :

* Focus group discussion (Communautés Hommes)
* Focus group discussion (Femmes âgées de 18 à 65 ans)
* Focus group discussion (jeunes âgés de 15 à 35 ans)
* Recueil des attentes KII (Association et organisations de mise en œuvre)
* Recueil des attentes KII (Autorité locale et autorité administrative)
* Recueil des attentes KII (Membres des ERAR)
* Recueil des attentes KII (Leaders traditionnels et religieux)
* Recueil des attentes KII (Structures étatiques)
* Questionnaire sondage (bénéficiaires directes)
* Questionnaire sondage (communautés).

**2.4 Traitement et analyse des informations collectées et développement du** **rapport**

Les données collectées et traitées ont été analysées en fonction des objectifs et des résultats attendus de l’étude. Le plan détaillé de rapportage élaboré avant la collecte a contribué à la sélection des éléments pertinents pour argumenter les hypothèses et les perceptions des groupes enquêtés par centre d’intérêt. Les données brutes ont été codifiées et synthétisées pour harmoniser leur interprétation et permettre des analyses croisées et comparatives.

* 1. **Composition de l’équipe prestataire**

L’équipe de cette évaluation finale est composée de 19 personnes, dont :

* 2 Superviseurs ;
* 16 enquêteurs ;
* 1 Coordinateur
  1. **Difficultés rencontrées de la collecte des données**

Les principaux problèmes dont ont été confrontés les équipes de l’évaluation :

* **Administration étatique et ERAR**
* L’indisponibilité des certaines personnes censées répondre aux questions au niveau des structures étatiques et des équipes régionales d’appui de la réconciliation nationale ;
* Faute de leur implication dans le projet par les organisations de mise en œuvre, certains membres des ERAR et de l’administration n’ont pas voulu répondre aux questions et d’autres ont estimé être récemment affectés donc n’ont aucune idée du projet
* **Bénéficiaires directs et indirects**
* Certains bénéficiaires ont été remplacés au cours de la mise en œuvre du projet sans que les listes initiales aient été mises à jour. D’où la difficulté pour les équipes de retrouver des bénéficiaires se trouvant sur les listes partagées par les partenaires ;
* L’absence de certains bénéficiaires au moment du passage des équipes de collecte dans les localités pour cause de déplacement dû à la dégradation de la situation sécuritaire dans la région de Mopti d’une part, et d’autre pour des raisons économiques..

Outre cela, l’évaluation finale a pris un retard d’une année après la fin du projet. Ceci a beaucoup impacté sur la disponibilité des uns et des autres dans toutes les localités d’intervention du projet.

**2.7 Caractéristiques des groupes cibles**

1. **Questionnaire sondage des bénéficiaires directs**

L’enquête a concerné 4 communes des régions de Ségou et Mopti. Elle a touché 344 bénéficiaires directs dont 200 femmes soit (58%). Les raisons citées ci-haut n’ont pas permis de toucher les 424 bénéficiaires ciblés au départ.

**Tableau N°1** : Personnes ayant répondu au questionnaire sondage parmi bénéficiaire direct

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Région/Communes** | **Femme** | **Homme** | **Total général** |
| **Total/Mopti** | **74** | **58** | **132** |
| Djenné | 47 | 25 | 72 |
| Mopti | 27 | 33 | 60 |
| **Total/Ségou** | **126** | **86** | **212** |
| Macina | 60 | 46 | 106 |
| Ségou | 66 | 40 | 106 |
| **Total général** | **200** | **144** | **344** |

1. **Age moyen des bénéficiaires ayant répondu au questionnaire**

Les bénéficiaires ont une moyenne d’âge de 31 ans pour l’ensemble des régions enquêtées. Cette moyenne d’âge correspond à la période active et jeune. A cet âge, l’homme est considéré comme étant la première ligne d’implication et est en pleine capacité de discerner le bien et mal pour lui-même et pour toute sa communauté.

1. **Structure ou Organisation des bénéficiaires directs**

Parmi les bénéficiaires interrogés,58% des bénéficiaires sont membres d’une association ou groupement local contre 42% qui ne sont membres d’aucune organisation ou structure.

On constate que c’est la région de Mopti qui enregistre le plus de bénéficiaires membres des associations ou groupements.

A Djenné ,21% sont membres et à Mopti 17% sont membres dans la région de Mopti. En revanche seules 15% sont membres à Macina et 5% le sont à Ségou.

La région de Ségou connaît une forte population des jeunes exerçant des activités génératrices de revenus sur place et le taux d’exode rural est assez faible. Par contre, la région Mopti connaît un sérieux problème sécuritaire qui encourage les jeunes à partir dans les grandes villes afin de subvenir aux besoins de leurs familles résidant dans ces localités.

1. **Niveau d’éducation des bénéficiaires**

Il ressort des résultats de l’analyse que 27% des bénéficiaires interrogés ont atteint le niveau secondaire, 24% ont le niveau fondamental, 17% ont atteint le niveau supérieur et 16% ont le niveau technique et professionnel.Par contre 12% des personnes interrogées n’ont jamais fréquenté. Il est important de souligner que les femmes représentent (9%) pour le niveau supérieur, (15%) pour le niveau sécondaire et (15%) pour le niveau fondamental.

On constate que les 4% des bénéficiaires qui ont le niveau coranique sont des communes de Djenné et Mopti.

1. **Fonction des répondants**

Les répondants à ce questionnaire ont diverses fonctions ou occupations. La liste est trop longue. Parmi ces fonctions ou occupations les plus importantes sont : élèves 10%, étudiants 16%, ménagères 17%, commerce 17% et sans emploi c’est-à-dire « Non emploi fixe » 10%.

1. **Connaissance du projet par la communauté**

Selon le résultat obtenu auprès des personnes vivant dans la communauté, 68% des personnes interrogées connaissent ce projet contre 32% qui n’ont aucune connaissance du projet.

Parmi ces 68% connaissant ce projet il existe à peu près 20% qui ont participé à certaines activités du projet dans leurs localités.

**4. Résultats**

# 4.1. Pertinence

Les activités et les produits du projet sont-ils compatibles avec les effets directs et l’objectif recherché ? Dans quelle mesure les interventions du projet sont-elles pertinentes au regard des besoins actuels des groupes cibles et parties prenantes ?) Le projet s’accorde-t-il avec la nouvelle stratégie gouvernementale de mise en œuvre de l’Accord pour la paix et la réconciliation nationale au Mali ? Le projet est-il conforme aux priorités du donateur ? Dans quelle mesure le contexte socio-économique, politique, institutionnel a-t-il été pris en compte lors de la conception et de la mise en œuvre ? Dans quelle mesure les choix des interventions et des approches sont-ils appropriés aux besoins des acteurs ? Le projet a-t-il ciblé le groupe approprié ? Comment est-ce que les bénéficiaires du projet étaient-ils sélectionnés (critères de sélection)

Ce projet est l’un des nombreux financés par le fonds de consolidation de la paix (PBF) et s’ aligne sur la nouvelle stratégie gouvernementale de mise en œuvre de l’Accord de Paixet la réconciliation nationale par la création en 2017 de la Mission d’Appui à la Réconciliation Nationale (MARN) et ses Équipes régionales mises en place. Il vise à renforcer l’engagement des jeunes et des femmes en tant qu’acteurs de paix. Les jeunes et les femmes sont activement engagés dans le processus de paix et de la réconciliation nationale et bénéficient de la stratégie Jeunesse du G5 Sahel dans les régions de Ségou et Mopti[[2]](#footnote-2)

Les premiers affrontements se sont déroulés dans la région du Macina en 2016 avant de s’étendre jusque dans le pays Dogon, d’embraser tout le centre du pays pour atteindre au cours de 2018 une spirale de violence d’une intensité jamais vue dans cette région. Depuis le début de l’année 2018, le Centre du Mali est en proie à des violences d’une extrême gravité. On y recense environ 40 % de toutes les attaques dans le pays, ce qui en fait actuellement la zone la plus dangereuse du Mali.

* **Connaissance des intervenants ayant travaillé sur le thème accord de paix et la cohésion sociale**

80% des personnes enquêtées du sondage communauté trouvent que ce projet complète les stratégies et programmes d’autres partenaires.

Les programmes et stratégies qui étaient en cours d’exécution par d’autres partenaires sont les suivants :

* Gestion et consolidation de paix ;
* Formation professionnelle et techniques des jeunes vulnérables aux conflits ;
* Programmes du financement des jeunes entrepreneurs ;
* Financement des AGR des femmes ;

Et les partenaires sont : ONG Mercy corps, ONG COOPI et ONG CRS.

* **Comptabilité des produits avec les objectifs du projet**

Les activités et les produits du projet sont un unificateur permettant de restaurer une culture d’esprit de cohésion, de confiance et de mobilisation autour du principe de vivre ensemble. Ces activités concourent véritablement à la consolidation de la paix et l’accord de la paix à travers les rapports sociaux qui se créent autour de leur réalisation. En effet, cela constitue des occasions réunissant des personnes appartenant à divers groupes socioprofessionnels. Au titre des microprojets financés et actions au profit des jeunes, on peut noter :

* Financement des AGR ;
* Réhabilitation des maisons des jeunes (San et Hombori);
* Formation des structures des jeunes sur la gestion et la prévention des conflits ;
* Compétitions culturelles et sportives ;
* Formation technique et professionnelle des jeunes ;
* Formation en communication et sensibilisation sur le contenu de l’accord de paix ;
* Etc…….

En somme, les appuis reçus se sont avérés en conformité avec les besoins réels exprimés par les acteurs. On peut donc dire que les activités du projet ont été en phase avec les priorités, opportunités et stratégies multi-niveaux et multi-acteurs. Et les objectifs ont été atteints à 94% selon les jeunes et femmes bénéficiaires directs.

Par rapport au contexte national sur l’accord de paix, porteur de menaces sérieuses pour la quiétude sociale dans lequel a eu lieu la mise en œuvre du Projet Jeunes acteurs pour la paix et la réconciliation nationale et qui était caractérisé par :

* Des tensions d’insécurité dans le centre du Mali ;
* Des menaces qui ont fini par se matérialiser par des conflits intercommunautaires et intracommunautaires ;
* Mais également les clivages inter et intracommunautaires observés un peu partout dans le centre du Mali,

Le projet à travers son objectif qui était de renforcer le dialogue social pour la paix et la stabilité dans 2 régions du Mali (Ségou et Mopti) les plus concernées par la menace s’est révélé être pertinent car en parfaite adéquation pour contribuer à la consolidation de la paix et à l’amélioration de la stabilité sociale et politique dont le Mali a tant besoin pour bien mettre en œuvre la vision du développement qu’il s’est tracé .

Le projet complète la stratégie des autres partenaires ayant intervenu sur le même programme. La pertinence des activités est appréciée à 100% comme ayant atteint les résultats attendus.

Les activités du projet se sont révélés être très pertinentes car en adéquation avec l’une des préoccupations majeures du gouvernement et des populations. C’est dans cette optique que le gouvernement a mis en place une Mission d’appui à la réconciliation nationale (MARN) et ses démembrements équipes régionales d’appui à la réconciliation (ERAR) sous la tutelle du ministère de la réconciliation afin d’aider le gouvernement dans ses efforts de stabilisation du pays et de renforcement de la cohésion sociale pour un Mali apaisé. Selon le Président du Conseil Régional de Mopti « ***En effet, les résultats escomptés à travers ledit projet sont en phase avec un des axes du Plan de Développement de notre Région relatif à la cohésion sociale qui est également en parfaite corrélation avec le contexte d’insécurité et d’instabilité sociale lié à la présence des groupes armés par rapport auquel l’impérieuse nécessité d’une quiétude sociale, de restauration et de consolidation de la paix se faisait plus que sentir*** » . Les activités et objectifs du projet ont été, donc, suffisamment pertinents car les activités prévues et réalisées ont pris en compte les préoccupations des populations et donc ont été conformes aux réalités.

La population malienne est jeune, près de la moitié (48,8 %) étant âgée de moins de 15 ans et 75% de moins 35 ans. Cependant, dans une société traditionnellement rigide, la jeunesse est souvent tenue à l’écart des cercles du pouvoir et de la prise de décision. Les autorités coutumières représentent fortement les couches plus âgées de la société et les valeurs traditionnelles placent souvent le respect dû aux anciens au cœur des arbitrages.

La pertinence du projet par rapport aux facteurs moteurs clés de conflit est mixte. Un certain nombre de projets ont adopté une logique de dividendes de la paix qui est plutôt axée sur les conséquences socio-économiques du conflit plutôt que sur ses causes profondes (sociopolitiques). Cette approche semble justifiée pour la première phase de l'engagement du PBF au Mali après l'Accord préliminaire de Ouagadougou de 2013 et l'Accord de paix d'Alger de 2015. Toutefois, à l'avenir, les investissements du PBF seraient utilisés de façon plus stratégique pour appuyer des interventions qui s'attaquent explicitement aux causes profondes des conflits.

Le portefeuille du PBF au Mali a soutenu un certain nombre de priorités nationales et régionales en matière de consolidation de la paix, telles que les dispositions des accords de paix susmentionnés (par exemple sur le cantonnement et l’installation des autorités intérimaires) ainsi que le soutien au G5-Sahel. Le portefeuille a également appuyé un certain nombre de priorités des Nations Unies tant au niveau national (mandat du UNDAF et de la MINUSMA) qu'aux niveaux régional (UNISS) et global (SRC 1325, 2250).

A partir des arguments ci-dessus, on peut dire que ce projet fait partie des grandes priorités des donateurs.

En bref, un nombre important de projets du portefeuille du PBF semble davantage axé sur les conséquences de la crise plutôt que sur ses causes profondes. Ceci limite la possibilité de la prévention, en particulier en ce qui concerne celle qui se dit combattre la radicalisation et empêcher les jeunes de rejoindre des groupes armés et extrémistes. Une analyse plus détaillée des éléments politiques et de sécurité de ces groupes s’avèrerait nécessaire pour équilibrer la logique d’intervention socioéconomique. Par exemple, dans certains villages, les groupes radicaux sont perçus comme les garants de la sécurité voire de la stabilité, ce que l’État semble incapable de réaliser. Leur contrôle s’est étendu et leurs modes de gestion leur ont fait gagner un certain degré de crédibilité auprès des populations locales. Dans ce contexte, des approches holistiques combinant action militaire avec mesures sociales, politiques et économiques sont nécessaires si on souhaite traiter les causes profondes et contribuer durablement à la consolidation de la paix[[3]](#footnote-3)[[4]](#footnote-4).

Les bénéficiaires du projet ont été sélectionnés de façon inclusive. Le projet a choisi des jeunes et femmes sur la base de :

* Jeunes diplômés sans emploi ;
* Associations des jeunes et femmes ;
* Les petites entreprises de transformation des produits locaux et artisanales ;
* Jeunes acteurs et dynamiques dans les communautés.

# 4.2 Efficacité

* Les produits et les effets directs du projet ont-ils été atteints conformément aux plans établis ? Sont-ils en lien avec l’objectif recherché ? Les bénéficiaires ciblés ont-ils été servis comme prévu ? Les bénéficiaires ciblés sont-ils satisfaits des services fournis ? Quelle est la qualité des résultats/services/biens fournis ? Dans quelle mesure les activités ont-elles été exécutées comme prévu ? Quels sont les principaux facteurs influant sur la réalisation des effets directs escomptés du projet ? Y a-t-il des facteurs qui empêchent les bénéficiaires et les partenaires du projet d’accéder aux résultats/services/biens ? Dans quelle mesure le projet s’est-il adapté ou peut-il s’adapter à l’évolution de la situation sécuritaire pour garantir l’obtention des effets directs ? Les résultats attendus, dans le descriptif de projet, ont-ils eu des effets positifs non prévus ? Dans quelle mesure ces effets ont-ils contribué aux résultats obtenus et aux services/biens fournis ? Dans quelle mesure les résultats atteints permettent de valider les liens de causalité entre les différents niveaux de la Théorie de changement ?

Le projet avait planifié et réalisé plusieurs activités pouvant concourir à l’atteinte des résultats escomptés. C’est ainsi que les activités de formation et de sensibilisation sur l’accord de paix et la stratégie jeunesse du G5 Sahel ont été réalisées pour faire changer d’avis la plupart des membres des communautés qui pensaient que cet accord est un facteur de division des communautés.

* **Type d’activités avez-vous reçu dans le cadre de la mise en œuvre du projet**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Types d'activités** | **Djenné** | **Macina** | **Mopti** | **Ségou** | **Total général** |
| Micro-projets | 5% | 2% | 4% | 5% | 16% |
| Projection vidéo sur la paix et la cohésion sociale | 6% | 1% | 2% | 6% | 15% |
| Réhabilitation et équipement des maisons de jeunes | 3% | 0% | 2% | 1% | 6% |
| Sensibilisation sur l’accord de paix et la stratégie jeunesse du G5 Sahel | 10% | 18% | 7% | 17% | 52% |
| Utilisation de l’application « Paix Mali » | 9% | 0% | 2% | 3% | 14% |
| **Total général** | **33%** | **21%** | **16%** | **30%** | **100%** |

Selon, les répondants, 52% sont au courant des activités de sensibilisation sur l’accord de paix et la stratégie jeunesse du G5 Sahel et certains d’entre eux sont acteurs de la mise en œuvre de cette activité. L’activité la moins remarquée est celle de la réhabilitation et l’équipement des maisons de jeunes à Hombori (Mopti) et San (Ségou). Cela s’explique par le fait que les sites visités n’ont pas été concernés par cette activité.

On constate que les jeunes de la commune de Djenné ont été plus ou moins actifs dans la réalisation des activités par rapport aux autres. Cette occupation a fait que les jeunes ont davantage compris l’esprit de l’accord de paix et se le sont approprié à travers des activités de consolidation de la paix et de cohésion sociale.

L’Analyse nous fait savoir aussi que certaines activités n’ont pas été réalisées dans la commune de Macina comme :

* Utilisation de l’application « Paix Mali » ;
* Réhabilitation et équipement des maisons de jeunesse

Seuls 30% des jeunes et femmes disposent de smartphones. C’est pour cette raison l’utilisation de l’application « Paix Mali » a été très faible.

La majorité des activités des jeunes se déroule dans les maisons des jeunes. Alors que les travaux de réhabilitation ont été faits un peu tardivement.

* **Niveau de réalisation des activités**

La totalité des activités prévues du projet ont été réalisées.

* Selon 67% des bénéficiaires directs interrogés ont estimé avoir eu une meilleure connaissance du contenu de l'Accord de Paix L'application smartphone relative à l'accord de paix dénommée "PAIX MALI" qui est effective depuis le 26 février 2019 dans plusieurs langues est venue compléter les connaissances acquises dans les formations des jeunes. Plusieurs canaux de communication ont été utilisés pour passer des messages de cohésion sociale et renforcer le dialogue interpersonnel dans les communautés.
* 90% des acteurs tels que les ONG de mise en œuvre et les leaders traditionnels et religieux ont confirmé que les jeunes et les femmes ont beaucoup contribué à vulgariser le contenu de l’accord de paix et la stratégie jeunesse du G5 sahel après avoir été formés sur le module.
* 58% des hommes interrogés dans les communautés pensent que les jeunes et les femmes sont aptes et vulgarisent la stratégie jeunesse du G5 Sahel dans leurs localités.
* Trois jeunes animateurs par commune, dont 50% des jeunes filles ont été formés sur 11 modules : une dizaine de thèmes dont le civisme, la citoyenneté, l’éducation à la culture de la paix, genre et paix, la communication, la gestion des conflits, l’Accord de la Paix, la Stratégie jeunesse G5 Sahel, la paire éducation, U-Report et le business plan (en vue de l’autonomisation).
* 100 jeunes dont 40% de jeunes filles, âgés de 15 à 35 ans et 36 femmes leaders ambassadrices de la paix ont été formés dans chaque commune pendant 2 jours sur les thèmes suivants :
* La prévention et gestion des conflits dans leurs localités
* Le vivre ensemble et la consolidation de la paix
* Les jeunes ont été formés sur l’application U-Report qui est une application de sondage permettant de collecter des informations fiables et de partager des informations sur la santé, l’éducation et la nutrition entre les U-Reporters.
* 2300 personnes dont 1291 hommes/garçons et 1009 femmes/filles ont été touchées durant ces journées.
* 25 jeunes ont été formés en photographie, utilisation des réseaux sociaux (12 des communes de Ségou et 13 des communes de Mopti) pour renforcer les compétences des jeunes à la documentation des succès stories dans leurs communes.
* 20 animateurs de radios à Ségou et de Mopti ont été formés. Chaque radio a mis en place un club d’écoute et réalisé plus de 120 émissions radios sur la paix et la cohésion sociale.
* Selon les leaders communautaires, l’implication des leaders d’opinion, la pertinence des thèmes développés lors des séances de sensibilisation, communication ainsi que les canaux et outils utilisés ont largement favorisé l’adhésion des populations et ont concouru à l’atteinte des objectifs à 98.2%. Les activités prévues ont été réalisées avec souvent des retards dans les délais d’exécution.

Les communautés sont engagées et continuent à diffuser des messages sur la paix. « C’est très bénéfique pour la communauté que les jeunes se soient regroupés autour du projet. Une femme ambassadrice nous a dit : « Ils ne s’entendaient pas avec les Peulhs, maintenant ils font tout ensemble. Les jeunes se rassemblent maintenant, ils sont très soudés ».  La sensibilisation a aussi amélioré la relation entre deux co-épouses nous explique Mani Sétébos, une femme Bozo de Djenné.

* **Les activités de paix et de cohésion sociale que les jeunes ont menée dans les localités**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Activités** | **Djenné** | **Macina** | **Mopti** | **Ségou** | **Total général** |
| Activités de porte à porte pour vulgariser le contenu de l’accord de paix et la stratégie jeunesse du G5 Sahel | 7% | 8% | 3% | 9% | 27% |
| Conférence débat regroupant les autorités administratives, des collectivités territoriales, légitimités traditionnelles, leaders religieux | 4% | 1% | 1% | 2% | 8% |
| Journées virtuelles sur le contenu de l’accord de paix et la stratégie jeunesse du G5 Sahel | 2% | 4% | 1% | 3% | 11% |
| Les dialogues inter et intracommunautaires | 4% | 1% | 3% | 5% | 13% |
| Les dialogues intergénérationnels | 4% | 0% | 3% | 4% | 11% |
| Les groupes de discussion sur le contenu de l’accord de paix et la stratégie jeunesse du G5 Sahel | 3% | 0% | 3% | 7% | 13% |
|  | 3% | 0% | 1% | 4% | 8% |
| Tournoi de football entre les communes | 4% | 1% | 1% | 3% | 9% |
| **Total général** | **30%** | **17%** | **15%** | **37%** | **100%** |

Suivant les données, on constate que l’activité qui a été la plus réalisée est celle de « porte à porte pour vulgariser le contenu de l’accord de paix et la stratégie jeunesse du G5 Sahel » confirmé par 28% des personnes enquêtées. Cette activité est la seule parmi les autres activités qui a touché plus des personnes à peu près 6 828 personnes (dont 5118 femmes). Elle est moins risquée dans les zones d’insécurité car elle se déroule comme des causeries quotidiennes dans les ménages et ne regroupe pas assez de personnes.

Les activités les moins menées dans les zones de Macina, Djenné et Mopti sont :

* Conférence débat regroupant les autorités administratives, des collectivités territoriales, légitimités traditionnelles, leaders religieux pour indisponibilité ;
* Soirées culturelles/concerts pour raison d’insécurité.

Toutes les activités ont été quasiment menées dans toutes les communes à l’exception de Macina où certaines activités n’ont pu être menées pour cause de menace terroriste dans cette zone qui décourage tout regroupement :

* Les dialogues intergénérationnels ;
* Les groupes de discussion sur le contenu de l’accord de paix et la stratégie jeunesse du G5 Sahel.
* **Les activités réalisées par les équipes régionales d’appui à la réconciliation dans le cadre de la promotion de la paix et du vivre ensemble à l’endroit des jeunes.**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Activités** | **Djenné** | **Macina** | **Mopti** | **Ségou** | **Total général** |
| Activités culturelles et sportives | 2% | 2% | 1% | 6% | 11% |
| Campagne de citoyenneté et de civisme | 2% | 1% | 1% | 3% | 7% |
| Caravanes de sensibilisation pour la paix et la cohésion sociale | 2% | 6% | 1% | 4% | 13% |
| Fora | 2% | 0% | 0% | 1% | 3% |
| Formation aux méthodes d’éducation à la culture de la paix | 2% | 1% | 1% | 4% | 8% |
| Prévention du trafic transfrontalier et de la migration irrégulière | 1% | 6% | 1% | 1% | 9% |
| Réhabilitation des maisons des jeunes | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% |
| **Total général** | **25%** | **28%** | **16%** | **32%** | **100%** |

Les équipes régionales d’appui à la réconciliation nationale constituent un pilier essentiel dans la mise en œuvre de ce projet. Elles ont réalisé des activités de consolidation de la paix impliquant les jeunes. A la lecture du tableau ci-dessus, on constate que les plus connues sont les caravanes de sensibilisation pour la paix et la cohésion sociale.

Par rapport à la réalisation par commune, Ségou vient en tête avec 32% de réalisation réparties entre les différentes activités, ensuite Macina (28%), Djenné (25%) et Mopti (16%).

Il ressort de cette analyse que 80% des personnes enquêtées pensent que les bénéfices ont profité réellement aux jeunes et femmes ciblés par le projet. Le projet a permis aux femmes et aux jeunes de s’intégrer dans la vie socio-économique de leurs localités. Ils ont participé aux différentes séances de formation professionnelle et technique et aux sessions de sensibilisation sur la gestion des conflits et le vivre ensemble. Cependant, certaines personnes interrogées trouvent que le choix des bénéficiaires ne s’est pas fait conformément aux critères communiqués au départ.

Initialement, il était prévu de sélectionner des jeunes diplômés sans emplois et appartenant à des associations pour bénéficier de micro-projets, mais il a été constaté la présence de certains jeunes qui ne répondent pas à ces critères de sélection. Outre cela, certains estiment que les montants annoncés au départ n’ont pas été respectés.

.

* **Par rapport aux Equipes Régionales d’Appui à la Réconciliation**

Les équipes d’appui à la réconciliation nationale bien qu’ayant reçu du matériel informatique et des équipements roulants peinent à convaincre les communautés sur leurs missions. C’est pourquoi 61% des personnes interrogées estiment que l’accompagnement des jeunes et des femmes dans les différentes activités menées par l’équipe régionale pour la réconciliation nationale est timide sinon inexistant. Ce constat a été fait par tous les autres acteurs bénéficiaires de la mise en œuvre du projet de l’accord de la paix et la stratégie jeunesse G5 sahel. Il faudra revoir le système et la méthode opérationnelle de ces structures régionales.

83% pensent qu’à travers le renforcement de capacités, les ERAR sont à mesure d’accompagner les jeunes dans les activités de consolidation de la paix. Ce travail peut se faire à travers la construction/réhabilitation des infrastructures pour les jeunes, leur autonomisation via des AGR communautaires innovantes. Cela renforcera leur résilience et contribuera à améliorer le climat social.

* **Par rapport au mécanisme mis en place**

Des organisations féminines de la société civile ont été sélectionnées pour participer aux activités du projet et contribuer dans le fonctionnement des mécanismes de gestion et prévention des conflits existants dans les zones du projet.72% des personnes interrogées ont confirmé l’existence de ces mécanismes dans toutes les localités du projet contre 28% qui ignorent l’existence de ces mécanismes.

Les femmes formées sur la prévention des conflits et la consolidation de la paix ont mené diverses activités d'information dans les ménages (Source leaders communautaires et les partenaires de mise œuvre du projet, et ont conduit des discussions de groupe sur la consolidation de la paix et la réconciliation. Elles ont aussi mené des causeries éducatives sous les hangars et lors des foires sur les mêmes thématiques.)

L’impact de cette implication se manifeste par la cohésion qui s'est renforcée au sein des communautés bénéficiaires. Les jeunes mènent régulièrement des activités communautaires de rapprochement et les femmes continuent leurs activités de sensibilisation (participant homme Djenné). Outre cela, les femmes et les jeunes s’investissent beaucoup dans la résolution des conflits de voisinage et même dans les lieux publics (participant homme Ségou). La compréhension des enjeux de la paix a fait que dans les communautés les préjugés ont perdu du terrain et l’on constate de moins en moins de conflits.

Une femme ambassadrice pour la paix du nom de Kadai COULIBALY 34 ans, membre de l’association de transformation agro-alimentaire (DJEKADI) à San Kadai, affirme : « ***de la formation reçue à aujourd’hui, vraiment je remercie le bon Dieu ainsi que ce projet, car tellement j’aimais la bagarre on m’a surnommé Kadia Wara et je voulais que mes enfants soient comme moi, je vous avoue que ce projet m’a formaté et je commence à être une experte en gestion de conflit ; les gens sont étonnés de mon nouveau comportement car même le nom Wara me dérange*** ».

* **Satisfaction des bénéficiaires des services fournis**

87% des bénéficiaires directs interrogés estiment être satisfaits des services fournis par le projet. Cependant, beaucoup ont souhaité que le projet finance le maximum des associations de jeunes et femmes des localités d’intervention. Néanmoins, ils ont apprécié les efforts fournis qui leur ont permis d’avoir des connaissances sur le contenu de l’accord de paix et d’être utiles pour la communauté. A travers les activités communautaires, les jeunes et les femmes se sont sentis plus valorisés et écoutés qu’avant. Certains bénéficiaires ont regretté le retard du financement des AGR et auraient voulu avoir l’accompagnement et le suivi nécessaire du projet dans le développement de leurs activités .

* **•Quelle est la qualité des résultats/services/biens fournis**

Les organisations ont déploré aussi la lourdeur des procédures de décaissement et le retard dans le démarrage des activités. Les retards et le laps de temps entre deux tranches jouent sur la mobilisation et la motivation des exécutants et des bénéficiaires ; les ONG recommandent que ce laps de temps soit plus court. Jusqu’à maintenant, il y a eu rupture de plus de deux mois dans les activités entre les versements de fonds. Conséquemment, sur la période d’un an allouée au projet, il y aura six mois sans activité. Action-Mopti dit avoir la capacité de préfinancer donc cela ne joue pas sur le déroulement de ses activités.

Les effets positifs ayant contribué à l’atteinte des objectifs fixés sont nombreux.

On peut citer :

Du point de vue institutionnel

* Le projet a contribué à l’opérationnalisation des Equipes Régionales d'Appui à la Réconciliation (ERAR) de Ségou et de Mopti, ainsi qu’à leur renforcement logistique. Depuis le deuxième trimestre de 2019, les ERAR mènent régulièrement des actions de sensibilisation et de bons offices, ainsi que des dialogues intercommunautaires et intracommunautaires.

Du point de vue technique, les facteurs ayant contribué à l’atteinte des objectifs fixés sont :

* L’implication de la communauté pour exécuter les activités du projet ;
* L’implication des autorités locales et administratives ;
* L’implication des femmes dans la prise des décisions ;
* Deux (02) Maisons des jeunes sont opérationnelles à Mopti et à Ségou donnant ainsi aux jeunes l'opportunité d'organiser des activités d'échanger favorisant la paix et l’échanger.

# 4.3 Efficience

* Les activités du projet ont-elles été exécutées et les produits ont-ils été obtenus en temps voulu ? Dans quelle mesure les ressources (fonds, compétences techniques et temps) ont-elles été converties en résultats ? Les coûts sont-ils proportionnés aux résultats obtenus ? Quels obstacles (administratifs, financiers, de coordination) le projet a-t-il rencontrés et dans quelle mesure cela a-t-il affecté son efficacité ? Dans quelle mesure les activités ont été mises en œuvre de la manière la plus efficace par rapport aux alternatives ? Autrement dit, est-ce qu’il y aurait été possible de produire de meilleurs résultats avec moins de ressources ou avec une meilleure combinaison des ressources (financières, humaines et en temps ?) Le coût des ressources fournies/mises à disposition par toutes les parties associées au projet est-il conforme (ou inférieur) au coût prévu ? Le projet a-t-il mobilisé des fonds supplémentaires sur base de l’approche pilote ?

La mesure de l’efficience est basée sur la comparaison des ressources utilisées par rapport aux résultats obtenus. Les activités ont été dans leur majorité réalisées à un coût acceptable.

Le principe consistant à responsabiliser les acteurs locaux dans la mise en œuvre des activités a favorisé l’efficience du projet. En effet, la mise en œuvre des dites activités par l’équipe du projet nécessiterait beaucoup plus de moyens en termes de prise en charge des matériels logistiques (véhicule, vidange, carburant), financière et des ressources humaines.

De l’avis d’une bonne partie des partenaires et membres des organisations interrogées, le projet a été efficient. Les acteurs (associations, leaders traditionnels et religieux, les bénéficiaires jeunes et femmes et la communauté) ont eu des connaissances sur les notions de paix, de cohésion sociale, accord de paix, gestion et prévention des conflits, la stratégie jeunesse G5 sahel, à travers les activités réalisées dans les communautés.

Il est ressorti de l’analyse des données, que 33% pensent que :

* Les ressources financières étaient suffisantes et ont été allouées de façon stratégique afin d’aboutir aux résultats attendus ;
* Les ressources humaines étaient suffisantes et ont été réparties de façon stratégique afin d’aboutir aux résultats attendus ;
* Le temps imparti était suffisant pour atteindre les résultats fixés ;
* Les ressources techniques et matérielles étaient suffisantes et ont été allouées de façon stratégique afin d’aboutir aux résultats attendus ;
* Les ressources ont été utilisées d’une manière efficace et optimisée ;
* Les activités qui soutiennent la stratégie ont été rentables ;
* D’une manière générale, les résultats obtenus justifient les coûts ;
* Les mêmes résultats auraient pu être atteints avec moins de ressources ;
* Les résultats atteints par le projet ont permis de mobiliser d’autres ressources à l’interne (communauté) ou l’externe (autres partenaires) pour la tenue d’activités de consolidation de la paix.

Du point de vue des bénéficiaires jeunes et femmes, les ressources octroyées ont permis de couvrir les activités réalisées à la satisfaction des partenaires et les résultats obtenus l’ont été à un coût passable. 50% des personnes ont souligné que le montant octroyé au financement des micro-projets était aussi insuffisant et mal réparti par rapport aux résultats attendus.

Témoignage d’un bénéficiaire de Macina du nom de Aminata Traoré « ***Le montant communiqué lors de la procédure de sélection n’a pas été respecté au moment de la mise en œuvre*** »

Globalement, les activités menées dans le cadre de la mise en œuvre du projet ont été efficientes car des résultats ont été enregistrés avec les coûts relativement passables. Cela a eu un effet positif qui s’est traduit par un grand changement de comportement des communautés dans leur façon de gérer les conflits et d’être résiliente face à l’insécurité.

Dans les deux régions, les activités de dialogues entre jeunes et autorités ont regroupé des jeunes dans les 24 communes du projet. Les tournois de football et activités culturelles ont permis aux jeunes de mesurer l'importance de la paix et de développer un esprit de collaboration entre les jeunes. On peut dire que les résultats ont été partiellement atteints dans les différentes localités. Mais cela n'a pas empêché de juger les coûts insuffisants dans l’exécution des activités réalisées.

Dans quelle mesure les ressources (fonds, compétences techniques et temps) ont-elles été converties en résultats ?

Au niveau du projet à Ségou c’est que Walé ne considère pas être maître de son plan d’action. Le budget est discuté à chaque tranche, donc l’ONG n’est jamais certaine de pouvoir poursuivre ses activités telles que prévues. Le nombre et la nature des activités ainsi que les montants alloués sont redéfinis à chaque tranche. Ces fluctuations budgétaires rendent la planification difficile. Ils ne disposent pas à leur niveau d’un plan annuel.

* **Les ressources techniques et matérielles étaient-elles suffisantes et ont-elles été allouées de façon stratégique afin d’aboutir aux résultats attendus**

33% des répondants (partenaires et Organisations locales) pensent que les ressources humaines étaient suffisantes et ont été réparties de façon stratégique afin d’aboutir aux résultats attendus.

* **D’une manière générale, les résultats obtenus justifient-ils les coûts**

Selon 33% des répondants (partenaires et Organisations locales), les résultats obtenus justifient les coûts. Contre 67% qui pensent le contraire

Autres justificatifs, les organisations déplorent aussi la lourdeur des procédures de décaissement et le retard dans le démarrage des activités. À Ségou les retards et le laps de temps entre deux tranches ont joué sur la mobilisation et la motivation des exécutants et des bénéficiaires ; Alors qu’à Mopti, Action-Mopti dit avoir la capacité de préfinancer donc cela ne joue pas sur le déroulement de ses activités

* **Les mêmes résultats auraient-ils pu être atteints avec moins de ressources**

Selon les répondants, 33% pensent que les mêmes résultats auraient pu être atteints avec moins de ressources. Contre 67% qui disent le contraire dont 50% n’ont donné aucune réponse. Par rapport aux 33% ayant répondu que les mêmes résultats auraient pu être atteints avec moins de ressources sont de Macina seulement.

* **Les résultats atteints par le projet ont-ils permis de mobiliser d’autres ressources à l’interne (communauté) ou l’externe (autres partenaires) pour la tenue d’activités de consolidation de la paix**

Selon les répondants, 33% pensent que les résultats atteints par le projet ont permis de mobiliser d’autres ressources à l’interne (communauté) ou l’externe (autres partenaires) pour la tenue d’activités de consolidation de la paix. Contre 67% qui disent le contraire dont 50% n’ont donné aucune réponse. Par rapport aux 33% ayant répondu que les résultats atteints par le projet ont permis de mobiliser d’autres ressources à l’interne (communauté) ou l’externe (autres partenaires) pour la tenue d’activités de consolidation de la paix sont de Macina seulement.

# 4.4. Impacts/Effets

* Quels sont les effets positifs/négatifs et voulus/non voulus du projet ? L’impact provient-il des activités du projet, de facteurs externes, ou des deux ? Des mesures ont-elles été prises en temps voulu dans le cadre du projet pour atténuer les éventuels effets négatifs imprévus ? Quels ont été les blocages institutionnels auxquels s’est confronté le projet ? Quels ont été les changements de comportement promu et quel a été l’apport du projet à la prévention des conflits dans les zones ciblées par le projet ? Les impacts de ce projet ont-ils motivé les jeunes femmes et hommes à s’engager davantage dans toutes activités et fora visant la consolidation de la paix et la réconciliation nationale à Mopti et Ségou ? Quel a été l’impact au niveau de la consolidation de la paix et la prévention des conflits ?

L’évaluation des effets et impacts consiste à apprécier la contribution d’un Projet aux changements apportés au niveau de l’ensemble de la zone d’intervention (bénéficiaires directs et indirects). Il faut dire qu’il est encore tôt pour mesurer effectivement tous les impacts du projet. Il y a cependant déjà des effets majeurs et quelques impacts observés. Les acquis obtenus ne relèvent pas uniquement des efforts exclusifs du projet, mais plutôt d’une synergie d’actions avec d’autres partenaires ayant intervenu dans la même zone. On peut noter la convergence délibérée ou poursuite d’actions avec les partenaires suivants :

En effet, ce projet a contribué à un changement positif des attitudes et des comportements de la population et entraîné les acteurs dans les efforts de consolidation de la paix. A titre d’exemple, on note une franche amélioration de la collaboration entre les communauté favorisée par l’organisation des dialogues intra et intercommunautaires avec comme effet la diminution des conflits fonciers, le renforcement des connaissances des populations sur le contenu de l’accord de paix ; la promotion des droits humains (accès des femmes aux activités communautaires), la diminution des conflits et de l’abandon de certaines pratiques sociales pouvant porter atteinte à la cohésion sociale.

Les effets positifs enregistrés grâce à l’appui du projet sont illustrés par les changements réels observés et qui se manifestent comme suit :

* L’amélioration des conditions de vie des populations surtout les jeunes et femmes à travers les AGR ;
* L’amélioration du traitement de l’information par médias qui procèdent au contrôle des contenus des messages et discours avant toute diffusion ; ;
* L’existence de ce dispositif a eu pour incidence positive d’amener les médias à éviter la diffusion des prêches et les messages religieux au contenu inflammatoire en direct. ;
* Connaissance du contenu de l’accord de paix ;
* Diminution des conflits au sein et entre les communautés, dans les familles et entre les jeunes ;
* Le renforcement de la cohésion entre les jeunes et entre les jeunes et les femmes.

98% des personnes interrogées dans la communauté confirment la perceptibilité de ces effets.

Les effets négatifs et blocages institutionnels n’ont pas été constatés dans la mise en œuvre de ce projet. Toutes les institutions ont coopéré et accompagné cette initiative.

Seulement au niveau de Ségou que les organisations déplorent aussi la lourdeur des procédures de décaissement et le retard dans le démarrage des activités. Les retards et le laps de temps entre deux tranches ont joué sur la mobilisation et la motivation des bénéficiaires ; les ONG recommandent que ce laps de temps soit plus court. A Mopti, Action-Mopti dit préfinancé pour que cela ne joue pas sur le déroulement de ses activités.

L’enroulement des jeunes par les groupes terroristes a baissé de 80% de l’avis général des personnes interrogées. Les jeunes sont conscients des effets néfastes du terrorisme et comprennent que les conflits n’ont aucun avantage.

Concernant la connaissance du contenu de l’accord de paix, les communautés ont une perception plus positive de et comprennent que c’est un outil important pouvant permettre aux maliens de retrouver la paix et la cohésion sociale.

L’acceptation du vivre ensemble par les diverses communautés qui est de plus en plus visible, le dialogue et la compréhension mutuelle entre les communautés fondées sur l’application des accords sociaux en matière de partage des ressources (comme l’accès à l’eau et au pâturage) et la réduction des cas de VBG.

* **Par rapport à la consolidation de la paix**

D’après les répondants au sein de la communauté, 87% confirment qu’il a eu lieu des actions par rapport à la promotion de consolidation de la paix et de culture de la tolérance dans toutes les localités. Par contre 12% disent le contraire et seulement 1% disent n’être au courant de rien du tout. Les communes de Macina et Ségou ont été favorables à cette question avec une réponse positive de 31% à chacune par rapport aux autres communes.

* **Activités ayant fait des effets positifs sur la cohésion et le vivre ensemble**

Il ressort des résultatsde cette évaluation que 88% des personnes interrogées pensent que les activités de sensibilisation sur l’accord de paix, les soirées culturelles et sportives ont donné des effets positifs et permis de renforcer la cohésion et le vivre ensemble.

Cette tendance par les raisons données et les quelques constats et observations faits par les agents de terrain lors de leur passage.

* Les communautés retrouvent le sens du vivre ensemble ;
* La cohésion sociale se consolide davantage comme souhaité par le projet ;
* Les comportements, les attitudes et les relations entre les différentes générations sont positifs ;
* L’intérêt collectif est de plus en plus privilégié au détriment de l’intérêt personnel.

Selon 51% des personnes interviewées, les jeunes ont pris des initiatives et menés des activités dans le cadre de la promotion de la paix et de la cohésion sociale sans l’intervention directe du projet. Ce qui démontre la motivation des jeunes. Parmi ces activités, on cite :

* Les Discussions et échanges sur le contenu de l’accord de paix et de la cohésion sociale dans les grains ;
* Les rencontres d’échanges avec les autres jeunes dans et hors des localités bénéficiaires du projet pour partager les connaissances acquises surtout sur la prévention et la gestion des conflits ;
* Soumission de micro-projets à d'autres partenaires intervenant dans le même domaine.

# 4.5. Viabilité / Durabilité

* Dans quelle mesure les parties prenantes locales à savoir les départements techniques de l’État et les bénéficiaires ont-ils été consultés et associés à la mise en œuvre des activités, de façon à améliorer l’appropriation, la responsabilité et l’efficacité ? Les avantages découlant du projet à savoir le renforcement de capacité des ERAR à travers la mise à disposition des analyses approfondies pour l’accompagnement des jeunes, les réhabilitations de certaines infrastructures des jeunes, leurs autonomisations via des AGR communautaires innovantes, et leurs engagements suffisent-ils pour continuer les efforts de consolidation de la paix et la réconciliation nationale à Mopti et Ségou ? Les partenaires de mise en œuvre du projet ont-ils la capacité financière de préserver les avantages du projet à long terme et sont-ils déterminés à le faire ? Dans quelle mesure les groupes cibles pertinents ont-ils été activement associés aux décisions relatives à l’orientation et à la mise en œuvre du projet ? Les groupes cibles envisagent-ils de continuer à utiliser les services/biens fournis/connaissance pour pérenniser les acquis du projet ? Dans quelle mesure le projet est-il ancré dans des structures institutionnelles et traditionnelles susceptibles de rester en place une fois les activités achevées ? Les partenaires du projet ont-ils des capacités suffisantes (sur le plan technique et financier et en matière de gestion) pour continuer d’offrir les avantages/services du projet ? Quels sont les mécanismes mis en place pour assurer la pérennisation des acquis du projet et ainsi assurer sa durabilité ?

L’analyse de la durabilité amène à se pencher sur les chances de continuité (pérennité ou durabilité) des résultats lorsque l’appui du projet aura cessé. De ce fait, l’appréciation de ce critère peut également conduire à l’identification des facteurs pouvant favoriser la pérennité des activités après projet.

Il faut rappeler que l’ERAR dispose d’un plan stratégique pluriannuel sur lequel des réflexions approfondies doivent être menées en vue de trouver les voies et moyens nécessaires (diversification des partenaires, renforcement du rôle de coordination des activités religieuses, mise en œuvre et poursuite des réformes, etc…) pour sa mise en œuvre effective.

Outre cela, elles ont été suffisamment équipées pour pouvoir mener régulièrement des actions dans le cadre de la consolidation de la paix même après le projet.

Les avantages découlant du projet à savoir le renforcement de capacité des ERAR à travers la mise à disposition des analyses approfondies pour l’accompagnement des jeunes, la réhabilitation de certaines infrastructures des jeunes, leur autonomisation via des AGR communautaires innovantes, et leurs engagements suffisent pour continuer les efforts de consolidation de la paix et la réconciliation nationale à Mopti et Ségou.

. Selon les personnes touchées, 80% pensent que les capacités des partenaires locaux (ERAR, Associations des jeunes et des femmes) ont été suffisamment renforcées pour assurer la durabilité des réalisations au-delà de la période de mise en œuvre du projet. Et encore les résultats et réalisations du projet ont 80% de chance d’être durables. Pour ce fait les partenaires ont pu créer et mettre en place techniquement et financièrement une relation étroite entre les différentes communautés et impliqué les autorités locales et administratives.

Du fait de la pertinence du projet, les groupes cibles ont accepté de s’associer à l’orientation et à la mise en œuvre du projet. Pour cela, les groupes cibles sont aptes à garantir la durabilité des acquis voire la pérennité des actions. Les raisons qui justifient cela sont :

* L’esprit volontariste et l’engagement des responsables des plateformes comme gage de poursuite des activités (Ex : la motivation des femmes et hommes membres des plateformes de Macina, de Ségou de Mopti et Djenné) ;
* La bonne collaboration et la disponibilité des autorités communales à appuyer les activités des plateformes ;
* La diversification des partenaires au développement ;
* Cotisation des membres des plateformes d’un montant forfaitaire par semaine ou par mois pour la poursuite des activités ;
* La tenue et la poursuite de débats occasionnels de sensibilisation lors des rencontres cérémoniales (mariages, baptêmes, …) ;
* La formalisation de certaines initiatives des chefs communaux (régularité de rencontres avec les chefs locaux) ;

97% ont confirmé que la communauté peut assurer la pérennité des acquis reçus du projet. Cela trouve son sens dans le propos d’un témoignant Ousmane Ouédraogo de Djenné du nom « le projet est parti et la communauté est restée et continue ses efforts pour le retour de la paix».

Le projet a constitué un instrument efficace de renforcement de leurs capacités multiformes et en dépit de quelques difficultés rencontrées dans le cadre du partenariat avec ledit projet qui sont inhérentes à toute œuvre humaine de collaboration naissante, 100% des bénéficiaires disent que les organisations des jeunes mènent des actions nécessaires à la pérennisation des acquis. Il s’agit de :

* La poursuite des activités culturelles et sportives à petites échelles (dans les villages et les quartiers) ;
* La continuité des activités d’information/sensibilisation et des séances de thé-débats sur la paix et la cohésion sociale ;
* La diversification des partenaires en vue du financement des AGR comme base de consolidation du vivre ensemble et un moyen de lutte contre les vices liés à l’oisiveté.

Parmi les jeunes et femmes bénéficiaires du projet interrogés ,90% ont confirmé qu’avec la multiplication des différents acteurs les acquis du projet seront pérennisés et consolidés. Les jeunes ont pris le relais avant et après le projet avec les ERAR pour toutes activités dans le cadre de la consolidation de la paix et de la cohésion sociale.

Selon un point focal de l’ERAR de Mopti « *Tout développement dépend la paix et cohésion sociale* »

C’est dans cette optique que les mécanismes ont été mis en place et reconnus par 78% des personnes enquêtées au sein des communautés.

33% des membres de la communauté interrogés affirment que les jeunes et les femmes sont actifs au sein des mécanismes de résolution des conflits existant dans les communes du projet. Grâce aux différentes formations reçues. Ils sont capables d’analyser les conflits et de proposer une solution idoine pour le résoudre.. Mais il existe des insuffisances dans la collaboration entre les partenaires de mise en œuvre et les groupements de ce mécanisme surtout dans la commune de Mopti.

Pour la pérennisation du projet, certains mécanismes ont été mis en place par les partenaires de mise en œuvre et les communautés. Tous les acteurs ont été impliqués pour prendre le relais afin de préserver les acquis du projet. On peut citer entres autres :

* Mise en place des clubs d’écoutes
* Mise en place des associations des jeunes et femmes
* Financement des AGR qui vont permettre aux bénéficiaires de financer certaines activités de la consolidation de paix
* Les femmes ont été formées pour gérer et consolider la paix
* Renforcement des capacités des ERAR dans l’analyse des conflits
* Collaboration entre les communautés et les acteurs intervenant dans le domaine de la paix.

L’ensemble de ces actions ont concouru au renforcement des liens entre les jeunes, entre les femmes et renforcé leur résilience dans la communauté.

# 4.6. Genre et Inclusion des jeunes

Cet aspect se focalise sur la recherche d’impliquer les personnes considérées couches faibles dans la prise de décisions dans les communautés.

Il s'agit des relations sociales entre les hommes en tant que sexe et les femmes en tant que sexe qui créent et produisent des différences systématiques dans le positionnement des hommes et des femmes. Elles concernent la manière dont le pouvoir est distribué entre les sexes, la manière dont les responsabilités et les revendications sont assignées et la valeur que l'on accorde à chacun des sexes. Les femmes et les hommes (les filles et les garçons) ont le plus souvent un statut différent au sein de la famille, dans la communauté et dans la société. Pour remplir leur rôle, ils utilisent des ressources différentes (naturelles, économiques, politiques et sociales). Il arrive que l'appartenance à un sexe ou l'autre empêche les individus de jouer le rôle qu'ils voudraient jouer et d'accéder aux ressources nécessaires à ce rôle. Ce sont aussi bien des relations de connexion et de soutien mutuel que de séparation et de compétition, de différence et d'inégalité.

Un module de formation sur la masculinité positive a été élaboré avec l'appui du Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille. Deux formations des formateurs ont été organisées sur le thème "la masculinité positive : les hommes vecteurs de changement pour les femmes" et 50 leaders religieux, chefs coutumiers et communicateurs traditionnels ont été formés sur cette thématique.

* **Les dimensions de genre et inclusion des jeunes dans la conception, la planification, la mise en œuvre et le suivi de l'intervention et les résultats obtenus**

Selon, les personnes touchées, 83% répondent que les dimensions de genre et inclusions ont été intégrées dans la conception, la planification, la mise en œuvre et le suivi de l'intervention. Dans toutes les activités la forte présence des femmes est constatée. Outre leur présence, elles ont été impliquées et ont joué un rôle important.

Les femmes se sont reconnues comme un pilier indispensable pour la réussite de ce projet.

* **Prise en compte de genre et inclusion**

Selon les réponses données par les personnes interviewées ,67% confirment que la question de genre a été prise en compte à tous les niveaux. Le long du projet, tout le monde sans aucune discrimination a été impliqué dans toutes les activités menées dans toutes les localités. Sauf à Djenné que tous certains répondants ignorent cette prise en compte de genre dans les différentes activités.

* **Atteinte des objectifs par l’intégration de genre et inclusion**

Grâce aux différentes formations sur le genre beaucoup de leaders, jeunes et femmes ont eu des connaissances accrues en ce qui concerne les violences basées sur le genre et sur le rôle des hommes pour la lutte contre ces violences.

Les facteurs qui ont conduit à ce succès sont les sensibilisations et formations sur la problématique genre et inclusion des jeunes. Le constat fait à ce niveau est que toutes les communes ont une parité de réponse sur la question. Un témoignage d’une femme ambassadrice de Ségou « Au paravant, beaucoup pensaient que le genre se limite unique aux femmes et fait une allusion à l’égalité dans la gestion des affaires et que cela portait atteinte aux valeurs sociétales.

Le projet, à travers ses ambassadrices pour la paix, a réussi à renforcer le pouvoir d’influence des femmes en engageant le dialogue avec d’autres femmes pour les inciter à promouvoir la paix. Les femmes de Macina rappellent qu’elles ont trois rôles à jouer pour la paix : « Elles peuvent parler à leur mari, à leurs enfants et entre elles-mêmes ». Les femmes ont le pouvoir d’influencer dans un sens mais aussi dans l’autre d’où l’importance de les impliquer. Elles peuvent influer ou non sur la prolifération des armes, et l’engagement des jeunes dans les groupes armés.

**5. Indicateurs du Projet**

**Table 1 : Tableau de réalisation des objectifs et résultats attendu**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Indicateurs** | Réalisé dans le projet | **Cible de fin de projet** | Commentaires sur  % du cible réalisé |
| **Objectif global :** | | | |
| **Objectif spécifique :** | | | |
| Résultat attendu 1 : 2500 jeunes (au moins 40% femmes) âgés de 15 à 35 ans de 25 localités de Mopti et Ségou connaissent l’accord de paix et la stratégie jeunesse du G5 Sahel et promeuvent la culture de la paix et de la tolérance au sein de leurs communautés afin de réduire les risques de conflits | | | |
| Indicateur 1.1  Les connaissances des jeunes sur l’accord de paix, la stratégie jeunesse du G5Sahel et la réconciliation nationale sont renforcées | 62% | 100% | Les raisons qui justifient ce pourcentage considéré comme insuffisant sont :   * Les jeunes n’ont pas été impliqués lors de la conception de ce module ; * Absence des ERAR dans certaines activités du projet ; * Le cout de frais de sensibilisation par rapport au nombre du village concerné pour passer l’information ; * Inaccessibilité de certaines zones d’intervention. |
| Indicateur 1.2  Les jeunes sont capables d’utiliser U-report et autres | 40% |  | La majorité des jeunes enfants (60 % environ) ne disposent pas directement de téléphone portable pour participer aux sondages U-reports dans les communes d'intervention du projet. La plupart de ces jeunes profitent du téléphone de leur frère, sœur ou parents afin de contribuer au sondage. |
| Indicateur 1.3  Les jeunes donnent leur avis sur l’accord de paix, la stratégie jeunesse du G5Sahel et la réconciliation nationale à travers les sondages U-Report et les évènements virtuels Facebook | 5397 dont 40% de jeunes filles | 1600 | Les jeunes disposant de smartphones ont massivement participé aux deux sondages organisés à travers U-Reports et Facebook. |
| Indicateur 1.1.1  Output Indicator 1.1.1  # de jeunes âgés de 15 à 35 ans dont 40% de femmes qui maitrisent le contenu de l’accord de paix | 2500 | 2500 | 2500 (1388 garçons, 1112 filles) jeunes formés dans les différentes localités du projet connaissent l'accord de paix et conduisent des sessions de dialogues intergénérationnels sur la thématique |
| Indicateur 1.1.2  # de jeunes âgés de 15 à 35 ans dont 40% de femmes qui connaissent la stratégie jeunesse du G5Sahel | 1700 | 1700 | Néant |
| Indicateur 1.2.1  Output Indicator  # de jeunes âgés de 15 à 35 ans dont 40% de femmes inscrits à U-Report, Facebook, Twitter et utilisent l’application smartphone sur l’accord de paix  Baseline : 0  Target : 1600 | 1600 | 1600 | Tous les jeunes de 15 à 35 ans sont inscrits. Mais la majorité n'est pas à l’école et ne possède pas un téléphone tactile pour utiliser cette application. |
| Indicateur 1.2.2  # d’aides mémoires et d’outils de communication conçus et produits | 2500 | 2000 | Surplus |
| Indicateur 1.3.1  # de jeunes âgés de 15 à 35 ans dont 40% de femmes qui répondent aux sondages U-Report | 5347 | 1600 | Nous constatons un accroissement constant du nombre d'inscrits sur la plateforme U-report ce qui dénote une adhésion des jeunes.  Une grande majorité des plus jeunes ne disposent pas de téléphone et n'ont pas accès aux messages relatifs à U-report. |
| Indicateur 1.3.2  # de jeunes âgés de 15 à 35 ans dont 40% de femmes qui participent aux évènements virtuels Facebook | 1801 | 1600 | Le niveau d'éducation des femmes étant faible a contribué à une faiblesse de leur participation d'où le recours souvent aux causeries éducatives sur la paix et la cohésion sociale. |
| Indicateur 1.4.1  Au niveau # de radios qui disposent de CEC fonctionnels | 20 | 8 | Vu l'importance du besoin d'information de la communauté par rapport à thématique 20 animateurs de radios ont bénéficié de renforcement de capacité pour la mise en place de 20 CEC 10 dans chacune des régions d'intervention du projet. |
| Indicateur 1.4.2  # de radios qui produisent des émissions sur l’accord de paix, la stratégie jeunesse du G5Sahel et la réconciliation nationale | 20 | 8 | Les 20 radios communautaires disposent chacune d'un CEC et organisent des émissions radiophoniques relatives à l'accord de Paix, à la stratégie Jeunesse du G5 sahel dans 20 communes du projet |
| Résultat attendu 2 : Les équipes régionales d’appui à la réconciliation nationale (ERARN) de Ségou et de Mopti sont informées par des analyses de conflit approfondies leur permettant de mieux engager les jeunes dans le processus de consolidation de la paix et favoriser leur autonomisation afin qu’ils jouent plus efficace | | | |
| Indicateur 2.1  Out come Indicator 2 a  # d’équipes régionales ayant élaboré et validé leurs plans de travail. | 2 | 2 | Les plans de travail régionaux des ERAR ont été élaborés et finalisés avec l'aide d'autres partenaires. Les plans de travail sont par la suite regroupés en un plan de travail national, auxquels les activités de l'UNESCO sont intégrées |
| Indicateur 2.2  Taux de réalisation des plans d'action des 2 ERAR | 100% | 80% | Les plans d’actions ont été réalisés pratiquement dans les 2 régions. |
| Indicateur 2.3 |  |  |  |
| Indicateur 2.1.1  Nombre de formations délivrées aux ERARN | 5 | 5 | Ces formations leur ont permis une plus grande efficacité dans leurs tâches journalières. En fin d’apporter plus pour atteindre les objectifs du projet. |
| Indicateur 2.1.2  Disponibilité des documents validés d’analyse approfondie des conflits au niveau régional  Baseline : 0  Target : 2 | 2 | 2 | La disponibilité de ces documents a beaucoup favorisé les ERAR à pouvoir faire face à ces tâches d’analyse approfondie des conflits au niveau régional, |
| Indicateur 2.2.1  Qualité des plans de fonctionnement et d’actions des Centres validés | 2 | 2 | A la suite de la formation des ERAR et des collectivités locales, des plans de fonctionnement des centres ont été validés et mis en œuvre A la suite de la formation des ERAR et des collectivités locales, des plans de fonctionnement des centres ont été validés et mis en œuvre A la suite de la formation des ERAR et des collectivités locales, des plans de fonctionnement des centres ont été validés et mis en œuvre |
| Indicateur 2.2.2  Nombre de jeunes âgés de 15 à 35 ans dont 40% de femmes faisant la promotion de la lutte contre le trafic transfrontalier et l’exploitation | 3000 | 800 | Les sensibilisations ayant été effectuées dans le cadre de lutte contre le trafic transfrontalier et l’exploitation des jeunes.  Cette activité a fait des grands progrès tels que :   * Réduction de la migration des jeunes ; * Réduction de l’exploitation de l’homme par l’homme ; * Connaissance des droits et des textes sur les migrations ; * Valorisation économique des coûts de prestation des travailleurs. |
| Indicateur 2.3.1  Nombre de modules et manuels élaborés  Nombre de modules sur la paix intégrés dans le curriculum national | 7 | 7 | Tous les modules sont élaborés |
| Indicateur 2.3.2  Nombre d’établissements et d’élèves formés | 40 établissements  5581 élèves | 40 écoles et 4000 élèves | En raison de la grève des enseignants qui a couru jusqu'en mai 2019, les sensibilisations se sont d'abord concentrées sur les écoles franco-arabes (medersa), et sur l'enseignement non-formel. Les enseignants ont également profité des cours de remédiation pour sensibiliser les jeunes à la paix. |
| Résultat attendu 3 : 500 jeunes (au moins 40% femmes) âges de 15 à 35 ans des 25 localités de Mopti et de Ségou bénéficiant d'un soutien financier pour des projets innovants et mobilisant leurs communautés au bénéfice de la réconciliation et de l'engagement collectif pour la paix. | | | |
| Indicateur 3.1  Deux (02) Maisons des jeunes pour la paix favorisant les échanges entre les jeunes sont opérationnelles | 02 | 02 | Toutes deux 2 ciblées dans les 2 régions ont été réhabilitées. Mais celle de la région de Mopti a pris un peu de retard en occurrence de trouver un preneur à l’offre. |
| Indicateur 3.1.1  Nombre de jeunes âgés de 15 à 35 ans Don’t 40% de femmes se rendant aux maisons chaque mois | 02 | 02 | En attente des réhabilitations. Estimation des devis et appel d'offres |
| Indicateur 3.2.1  Nombre de projets proposés par les jeunes | 50 | 50 | Ces micro-projets des jeunes financés ont permis aux jeunes entrepreneurs de subvenir à leurs besoins personnels et familiaux. Ils entrent dans le cadre de lutte contre le chômage et au déficit financier des jeunes.  Ils permettent aux de ne pas être enroulés par le terrorisme et d’autres malfrats criminels et banditisme au sein de la communauté.  Ils réduisent l’exode rural des jeunes. Et enfin ils créent |
| Indicateur 3.2.2  Nombre de projets réalisés | 50. | 50 | Néant |
| Indicateur 3.3.1  Nombre de réunions communautaires organisées | 14 | 24 | Néant |
| Indicateur 3.3.2  Reduction de la violence des conflits dans la communauté de mise en œuvre des projets | 80% | Minimum | Les raisons sont :   * Sensibilisation sur VBG * Formation sur l’inclusion de genre * Activités de sensibilisation * Financement des micro-projets des jeunes |
| Indicateur 3.4.1  Nombre de réunions entre les autorités et la communauté | 26 | 48 | Néant |
| Indicateur 3.4.2  Augmentation de la confiance des communautés envers les autorités | 15% | Augmentation 15% | Néant |
| Résultat attendu 4 : 900 femmes leaders âgées de 18 à 65 ans de 25 localités de Ségou et Mopti sont autonomisées et contribuent à la valorisation des mécanismes de prévention des conflits et de consolidation de la paix. | | | |
| Indicateur 4.1  La représentativité des femmes au niveau décisionnel est renforcée | 80% | 40% | Les femmes faisant partie des comités du mécanisme de la consolidation de la paix et de la gestion et prévention de la paix ont pu impliquer beaucoup des femmes dans les activités du projet.  Et encore les femmes bénéficiaires du financement des micro-projets ont collaboré et informé d’autres de leurs localités en vue de bâtir ensemble l’intérêt communautaire basé sur les objectifs fixés par le projet, |
| Indicateur 4.2  L’implication des femmes dans les campagnes de consolidation de la paix est augmentée | 72% | 40% | Il est compris que :  Les femmes peuvent convaincre les hommes et les jeunes plus que tout autre individu dans la communauté.  Elles sont plus motivées et engagées que les hommes. Elles sont les plus touchées en cas des problèmes de tout genre dans la communauté. |
| Indicateur 4.3  Nombre de femmes âgées de 18 à 65 ans touches par la campagne et qui s’engagent en faveur de la paix | 1000 | 400 | Néant |
| Indicateur 4.1.1  Nombre d'OSC appuyées | 45 | 45 | Néant |
| Indicateur 4.1.2  Nombre de plans de campagne élaborées, validés et mis en œuvre | 45 | 45 | Néant |
| Indicateur 4.2.1  Nombre de femmes âgées de 18 à 65 ans participantes actives aux foras multi acteurs | 900 | 900 | Néant |
| Indicateur 4.2.2  Nombre de femmes âgées de 18 à 65 ans ayant amélioré leur appropriation de l’accord pour la paix et la résolution 1325 | 900 | 900 | Néant |
| Indicateur 4.3.1 | **50** | **120** |  |
| Indicateur 4.3.2  Nombre de femmes âgées de 18 à 65 ans actives encadrées et suivies par les leaders religieux, traditionnels, coutumiers | 1600 | 1600 | Néant |

**6. Conclusions**

Grâce à l’approche participative et inclusive, les investigations menées par le biais des échanges riches et fructueux avec les différentes parties prenantes, les travaux de la présente mission d’évaluation finale permettent de dire à juste titre que les résultats obtenus par le projet ont été globalement positifs.

En effet, de par les données collectées, traitées et analysées il ressort une bonne appréciation des résultats du Projet ; en témoigne les jugements positifs portés plus haut par la majorité des partenaires du projet, notamment à travers les cinq (5) critères de performance du projet, à savoir : la pertinence, l’efficacité, l’efficience, les effets/impact et la durabilité/pérennité.

Sur la base des leçons tirées de cette heureuse expérience, le futur du Projet doit simplement s’atteler à corriger les insuffisances identifiées et essayer autant que faire se peut de mettre en application les facteurs majeurs de cette réussite.

Quelques insuffisances ont réduit l’efficacité des activités et par voie de conséquence ont agi négativement sur la performance globale du projet. Pour y remédier, dans la perspective d’activités futures les points saillants suivants sont à améliorer :

* L’inadéquation quelques fois constatée entre la planification des activités avec le rythme des décaissements ;
* La lourdeur dans le processus de liquidation des dépenses ;
* Les enveloppes financières des activités qui se sont avérées souvent inférieures aux ambitions des acteurs. Et répartition de façons illégales. (Les micros projets qui étaient destiné aux jeunes et femmes diplômés sans emploi ont été octroyés aux étudiants et élèves « selon le directeur régional de la jeunesse et des sports de Ségou) ;
* Fréquence relativement faible des activités de suivi/supervision sur le terrain par les instances nationales du Projet (NE, notamment).

Les facteurs ayant contribué au succès du projet parmi lesquels, on peut citer :

* La sensibilisation pour la consolidation de la paix et la cohésion sociale, dialogues intercommunautaires et interrelationnels ;
* La motivation, l’engagement et le dévouement des bénéficiaires dans toutes les localités dont intervenu le projet ;
* Appui des CAFO, le réseau des femmes envers les jeunes et les leaders religieux et traditionnels ;
* L’implication des radios locales pour véhiculer les messages de paix et de la cohésion sociale ;
* Large sensibilisation des communautés sur la stratégie jeunesse du G5 sahel ;
* Renforcement des capacités des jeunes à travers et leur dotation en équipements ;
* Débats et sensibilisation des déplacés pour être plus inclusif dans les activités socio-économiques ;
* Implication de toutes les couches de la communauté.

**7. Recommandations**

**7.1. À l’endroit du partenaire de mise en œuvre**

* **I**mpliquer davantage les autorités traditionnelles, les femmes et les jeunes dans les activités menées par les ERAR ;
* Impliquer davantage les membres des ERAR dans la conception des projets afin qu’ils puissent apporter leur contribution pour que nous qui maîtrisons plus le contenu de l’accord de paix ;
* Former et équiper les transformatrices pour améliorer la qualité de leurs produits ;
* Renforcer les capacités des jeunes sur les thématiques de la réconciliation et de la paix, la connaissance du contenu de l’accord de paix et accompagner leurs plans d’action;
* Choisir des bons partenaires pour l’exécution du projet ;
* Élargir les appuis en AGR à d’autres jeunes et femmes des localités concernées ;
* Renforcer les capacités des jeunes et femmes dans les métiers professionnels et techniques.
* Respecter les montants annoncés au début du projet
* Éviter de cibler les mêmes bénéficiaires pour ne pas frustrés d'autres groupements de jeunes et femmes ;
* Impliquer davantage les autorités administratives et locales dans la phase de planification et de mise en œuvre des projets ;
* Renforcer les capacités des leaders religieux sur les thèmes de consolidation de paix ;
* Organiser et trouver pour les jeunes des petites entreprises individuelles ;
* Impliquer les autorités religieuses dans l'élaboration des projets sur la paix et la réconciliation ;
* Former les jeunes dans la gestion d’entreprise ;
* Associer pleinement les services techniques dans la mise en œuvre.

**7.2. À l’endroit des communautés**

* Poursuivre les actions de consolidation de la paix (informations, sensibilisation, activités de rapprochement afin de pérenniser les acquis du projet ;
* Partager les expériences en matière de consolidation de la paix avec les membres (jeunes et femmes) des autres communes voisines non bénéficiaires ;
* Entretenir les infrastructures mises en place par le projet en faveur des jeunes ;
* Mettre à la disposition des jeunes et des femmes plus de centres de récréation et d’apprentissage ;
* Encourager les jeunes et les femmes à participer dans les mécanismes de consolidation de la paix ;
* Cultiver la tolérance entre les communautés afin de faciliter le vivre ensemble ;
* Partager les expériences en matière de consolidation de la paix avec les membres des autres communautés non bénéficiaires ;
* S'approprier davantage les acquis du projet en faveur de la paix et réconciliation pour un développement durable ;
* Éviter les amalgames et les préjugés qui constituent des facteurs de désunion ;
* Faciliter la participation des jeunes et des femmes dans les mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits ;

**7.3. À l’endroit des Bailleurs**

* Financer des projets de consolidation de la paix sur une durée d’au moins 3 ans pour plus d’impact ;
* Faire en sorte que les phases subséquentes soient le prolongement des projets précédents, tenant compte des conclusions et des recommandations.
* Doter les projets PBF d’un cadre de coordination, de concertation et d’échanges de bonnes pratiques entre les projets ;
* Faire un mapping de tout ce qui se fait comme dialogue communautaire dans le cadre des projets du Fonds de Consolidation de la Paix. Le PBF pourrait ainsi accroître sa capacité d’analyse et jouer un rôle de conseil ;
* Faire une cartographie des zones d’intervention des projets financés par le PBF afin d’éviter les doublons et favoriser l’approche programme ;
* Financer et appuyer les initiatives locales des jeunes et des femmes ;
* Débloquer les financements à temps pour ne pas retarder la mise en œuvre des projets ;
* Encourager la synergie des actions et le partage d’expériences entre les acteurs de mise en œuvre des projets PBF.

**7.4. À l’endroit de l’Etat**

* Organiser une rencontre avec les partenaires financiers et les principaux acteurs de la société malienne pour repenser le calendrier de mise en œuvre de la feuille de route de l’Accord de Paix, en tenant compte du climat politique et social actuel ;
* S’assurer que les populations maliennes s’approprient les enjeux liés aux réformes en cours avant de se prononcer lors d’un référendum ;
* Mettre en place urgemment un processus de dialogue national inclusif pour un « nouveau pacte social », de la base au sommet, revisitant le passé à la lumière du présent pour définir l’avenir et une nouvelle identité malienne dans sa pluralité ;
* Refonder la Nation sur de nouvelles bases de respect et de tolérance avec un projet commun et engager l’État, l’ensemble de la classe politique, l’Union africaine, la CEDEAO et les partenaires financiers à mettre en œuvre la feuille de route qui en découlera ;
* Mener une lutte sans merci contre la corruption, l’impunité et l’injustice ;
* Mettre en œuvre la décentralisation et promouvoir le secteur privé ;
* Appuyer le Ministère de la Cohésion sociale, la Paix et la Réconciliation dans ces efforts de mapping et coordination de toutes les interventions en matière de paix, de réconciliation et de sécurité afin d’avoir une vision claire de l’étendue des efforts et des résultats ;
* Accompagner et appuyer la MARN, les ERAR et les CCR pour qu’ils remplissent sérieusement la mission qui leur est confiée et leur faciliter le travail dans les zones d’intervention en termes de coordination ;
* Prioriser la réforme de l’éducation mettant l’accent sur l’éducation à la citoyenneté, le civisme, le patriotisme et la culture de la paix ;
* Proposer un retour du Service National des Jeunes et au mouvement pionnier, comme outils permettant de former des citoyens patriotes et engagés ;
* Faire ce genre d'activités dans toutes les localités pour prévention des conflits et cultiver la paix et la cohésion sociale ;
* Intégrer et accompagner les écoles coraniques dans le système éducatif malien.

**Appendices**

**Annexe 1 : Outils**



**Annexe 2 : Documents Utilises**

# Documents du projet

* Analyse de Contexte corrections acceptées ECôté .docx
* IRF 219 PBF project progress report- 31 july 2019 FV2.doc
* IRF 219- UNICEF -PBF Jeunes acteurs\_Rapport final mars 2020\_REVIEWED 190820.doc
* PBF Jeunes acteurs IRF 219\_ 2019 annual Progress Report\_ revu jan 20.doc
* PBF MALI Draft Rapport Final pour commentaires\_.docx
* APROFID-RAPPORT ANNUEL 2018 PDF.pdf
* Rapport des Activites ComNAT decembre 2019\_AD.pdf
* Etc…

# Recherches sur net

* Rapport définitif évaluation Projet Cohésion Sociale
* Rapport global MINUSMA 2018-2019(Paix et cohésion sociale)
* Rapport DCA (Corrélation entre conflits et changement climatique)

**Annexe 3 : ToR**

****

1. [↑](#footnote-ref-1)
2. IRF Project Document PBSO [↑](#footnote-ref-2)
3. Voir également Mercy Corps (2017): We Hope and We Fight: Youth, Communities, and Violence in Mali. [↑](#footnote-ref-3)
4. [↑](#footnote-ref-4)